

Le Monde

EUROPE

étranger

Espagne

L'accession de M. Calvo Sotelo à la présidence de l'U.C.D. pourrait annoncer un regroupement des forces de droite

Madrid. — Après plusieurs semaines d'affrontements entre les différentes tendances du parti gouvernemental U.C.D. (Union du centre démocratique), le premier ministre, M. Calvo Sotelo, a remporté la bataille pour le contrôle de cette formation qui l'opposait à son principal concurrent, M. Adolfo Suárez, soumis à des pressions croissantes, le président de l'U.C.D., M. Rodríguez Sagagum, un proche de M. Su-

árez, a remis sa démission, vendredi 13 novembre, au comité exécutif. Il sera remplacé par M. Calvo Sotelo lui-même, qui doit être nommé à la tête du parti le 21. M. Suárez, de son côté, a annoncé son intention de renoncer à briser ce poste. Il s'agit là d'un nouvel épisode de la grave crise que traverse le parti gouvernemental (« Le Monde » du 8 novembre).

De notre correspondant

En obtenant en janvier la présidence du gouvernement à M. Calvo Sotelo, M. Suárez avait pris soin de faire nommer des hommes qui lui étaient proches aux postes-clés de l'appareil du parti. Cette structure de pouvoir hiérarchique ne pouvait que devenir, tôt ou tard, une source de conflits. S'appuyant sur une campagne de presse contre M. Suárez, les proches de M. Calvo Sotelo ont tenté de provoquer, hier, les fâcheux de son prédécesseur, tout simplement obtins la victoire. Mais le parti, sous le contrôle d'un parti sans doute incapable de refaire son unité avec les élections. En ce cas, les élections, la lutte dans l'opposition et la stratégie future du parti, les socialistes ont cherché à la limiter afin de mener à bien une opération « électorale » dite « de sauvetage » des principes réformistes qui avaient précédé la création de l'U.C.D. en 1977 et en opérant un rapprochement avec l'Alliance populaire, notamment lorsque le droit de M. Fraga. Il s'agit alors de former un grand parti conservateur unique pour opposer à la puissance socialiste aux prochaines élections.

Rassurer l'armée

Tel est d'ailleurs l'objectif avoué des membres de l'Alliance populaire, notamment lorsque le droit de M. Fraga. Il s'agit alors de former un grand parti conservateur unique pour opposer à la puissance socialiste aux prochaines élections.

Grande-Bretagne

La lutte des tendances chez les travaillistes

M. Foot a pratiquement écarté M. Benn du futur « cabinet fantôme »

De notre correspondant

Londres. — M. Michael Foot a, vendredi 13 novembre, la première démission de son cabinet depuis qu'il a été élu chef de l'opposition travailliste il y a un an. Il a écarté de son cabinet M. Benn, dirigeant de l'aile gauche, et de ce fait, il a écarté de voter pour lui lors de l'élection, dans quelques jours, son « cabinet fantôme ».

Après quelques atermoiements, M. Foot a estimé que son cabinet devait être composé de personnes qui lui étaient loyalement attachées. M. Benn a refusé de se joindre à son cabinet fantôme. M. Benn a refusé de se joindre à son cabinet fantôme.

Le problème irlandais

Trois soldats en patrouille et deux civils ont été blessés par l'explosion d'une bombe vendredi 13 novembre, à Londonderry. Un peu plus tôt, deux soldats ont été légèrement touchés, dont un par une grenade. Les soldats ont été légèrement touchés, dont un par une grenade.

Le problème irlandais. Trois soldats en patrouille et deux civils ont été blessés par l'explosion d'une bombe vendredi 13 novembre, à Londonderry.

Pologne

Moscou invite les communistes polonais à revenir à la pureté idéologique

De notre correspondant

Moscou. — Les journaux soviétiques semblent sortir du silence qu'ils observaient à l'égard de la Pologne depuis que le général Jaruzelski a succédé à M. Kania, le 10 octobre, au poste de premier secrétaire du parti ouvrier unifié. Depuis cette date, la presse d'État tend à rendre compte des principales décisions prises par le pouvoir et de leur largissement des principes du socialisme.

U.R.S.S.

Le physicien André Sakharov et sa femme vont faire une grève de la faim

De notre correspondant

Le physicien soviétique André Sakharov vient de demander à son épouse de grève de la faim pour protester contre la situation en Pologne. Le physicien soviétique André Sakharov vient de demander à son épouse de grève de la faim pour protester contre la situation en Pologne.

De notre correspondant

Le physicien soviétique André Sakharov vient de demander à son épouse de grève de la faim pour protester contre la situation en Pologne.

DIPLOMATIE

Les États-Unis affirment leur résolution de « protéger les Amériques de la révolution exportée »

Washington (A.F.P.). — Les États-Unis ont réaffirmé leur résolution de « protéger les Amériques de la révolution exportée ».

Washington (A.F.P.). — Les États-Unis ont réaffirmé leur résolution de « protéger les Amériques de la révolution exportée ».

M. PAUL-MARC HENRY EST NOMMÉ AMBASSADEUR AU LIBAN

Paris. — M. Paul-Marc Henry a été nommé ambassadeur de France à Beyrouth.

Paris. — M. Paul-Marc Henry a été nommé ambassadeur de France à Beyrouth.

A TRAVERS LE MONDE

Israël

Les Nations Unies ont condamné, vendredi 13 novembre, la décision israélienne de construire une nouvelle ville à Jérusalem.

Liban

Le commandant Saad Haddad a été nommé à la tête des forces armées libanaises.

Mozambique

Un sabotage au barrage de la rivière de Beira a perturbé l'approvisionnement en eau de la ville.

Zimbabwe

Les relations entre le Zimbabwe et la Yougoslavie ont été améliorées.

Madagascar

Après le retour au pouvoir de la capitale malgache, le président a nommé un nouveau gouvernement.

Liban

Le commandant Saad Haddad a été nommé à la tête des forces armées libanaises.

LISEZ

Le Monde PHILATELISTES

سكسنا

KINSHASA

ORGUEIL ET TOURMENT DU ZAIRE

THE UNIVERSITY OF JORDAN
LIBRARY
ACC. NO. 33537
CLAS. 2 MAR 1962
DATE

Les deux chefs d'Etat que l'on a le plus vu aux côtés de M. Mitterrand lors du sommet franco-africain de Paris au début de ce mois étaient M. Houphouët-Boigny, le président de l'Afrique francophone, et M. Mobutu. Personnalité critiquée par les socialistes avant le changement de majorité en France, le président du Zaïre paraît avoir joué un rôle essentiel dans la tentative de règlement du problème tchadien prisonnière par Paris en accord avec l'O.A.U. Avec le Sénégal, le Nigeria, le Bénin et le Gabon, le Zaïre a fait connaître son intention de participer à la mise en place de la force interafricaine d'intervention.

A l'origine, la conférence franco-africaine devait se tenir à Kinshasa. On ne cachait pas cet état d'entente du président Mobutu qui le changement de capitale, s'il était une espèce d'obstacle levé à l'homme ayant entretenu d'excellents rapports personnels avec M. Giscard d'Estaing, serait notable aux relations entre les deux pays. M. Mitterrand s'est en effet exprimé en disant que ce changement était dû à l'extrême courtoisie du président zaïrois, vivement remercié pour un geste qui reporte seulement à plus tard le moment où nous lui rendrons visite.

Comme M. Giscard d'Estaing, dont une des résidences en Afrique avait été l'annexe de la Légation française à Kinshasa en mai 1959, M. Mitterrand doit rechercher l'entente avec un homme dont la chute marquerait la « déstabilisation » du pays politiquement le plus riche et le plus peuplé d'Afrique noire francophone. Aucune politique africaine d'envergure ne peut se concevoir à Paris sans la participation de l'ancienne colonie belge. Les dirigeants du Kinshasa apparaissent d'autant plus comme des partenaires dans le dialogue franco-africain que — malgré la présence de quelque vingt mille ressortissants belges au Zaïre — leurs relations sont difficiles avec Bruxelles, accusée d'obscureté trop libérale envers les nombreux opposants au régime.

En promettant que le prochain sommet franco-africain se tiendra, l'an prochain, à Kinshasa, M. Mitterrand jure la politique de ses prédécesseurs fondée sur la nécessité d'un monde vivant avec un homme qui, quelle que soient les raisons, a son regard, et ne le méfiant, depuis son installation au pouvoir en 1960, de sortir son pays de la guerre civile et de rétablir l'unité nationale.

Plus responsable qu'une opposition à l'étranger, souvent courtoise et vaine, le clergé national critique, non sans courage, un bilan dont le bon procédé diplomatique interdirait au gouvernement français.

quel qu'il soit, d'évoquer le passé. Dans une lettre pastorale adressée aux catholiques, qui constituent près de la moitié de la population, l'évêque zaïrois évoque le « plus grand obstacle au progrès de l'Afrique et de sa vie » et une « situation des plus préoccupantes » caractérisée par une « grave méconnaissance de l'homme, de ses droits les plus fondamentaux et les plus imprescriptibles ».

Les atteintes aux libertés sont supportées d'autant plus difficilement que la crise économique est loin d'être brillante. Après six dévaluations, le zaïre — la monnaie nationale — ne vaut guère plus qu'un franc français, contre dix au moment de sa création en 1960. Cet état, les dévaluations consécutives du Zaïre ont dû accepter un renouveau d'une dette extérieure supérieure à quatre milliards de dollars. Les salaires font l'objet d'une remise en ordre économique concertée avec l'instance par la F.M.I., alors que prospère une classe de nantis.

Ces deux faits qu'il s'agit d'un nouveau surréalisme, les hautes de l'ordre économique exigent un assainissement de l'économie. Les dirigeants du Kinshasa invoquent la chute des cours des matières premières exportées, notamment celui du cuivre. La solution consisterait sans doute à relancer une agriculture trop longtemps négligée comme un domaine d'expansion rural, une des explications, parmi d'autres, du gigantesque développement du district urbain de Kinshasa, plus vaste que la Belgique.

Fort de 40 000 habitants en 1958, la population de l'ancienne Léopoldville est passée de 225 000 en 1959 à plus de 250 000 aujourd'hui. Environ un Zaïrois sur dix vit à Kinshasa, mais un salarié sur quatre y travaille. Organisé de l'ancien Congo belge, « Kin la belle » héberge de nombreux immigrants du pays, mais il a été reculé tous les motifs d'inquiétude que pour légitimement nourrir le citoyen zaïrois : déclin d'une population étendue à l'environnement tribal traduit par l'absence d'équipements collectifs et le manque de soins des responsables de l'administration.

Étudier les problèmes actuels du Kinshasa, présenter le passé aussi bien que l'avenir, c'est chercher la réponse, à l'échelle du pays, à la question anglophone des évêques dans leur dernière lettre pastorale : « A quand un peu de bonheur ? »

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

« KIN LA BELLE » ?

par MARC PAIN (*)

De Kinshasa, on retient en général la vision de l'arrivée à l'aéroport de Ndjili, qu'on a pu qualifier d'« univers fou » (1), les images-chocs du « métastable », des « patrons » traqués de clandestins et de ceux qui brillent l'opulence en Mercedes pour se rendre dans leurs immenses villas de Binza, tandis que le peuple souffre de la faim dans les cités.

On s'interroge encore sur la capacité du Zaïre et de sa capitale à résister avant que n'éclatent révoltes et jacqueries populaires. On décrit une fois de plus la faillite économique. Mais la vie quotidienne reste toujours aussi peu connue et aussi abstraitement simplifiée. Kinshasa — « Kin la Belle », comme dit la radio zaïroise — ne se résume pas, fort heureusement, au boulevard du 30-Juin qui relie les quartiers résidentiels de Binza et l'Hôtel Intercontinental au centre ville. Le cœur de la ville est ailleurs, la réalité est ailleurs pour deux millions et demi de citoyens.

En un demi-siècle, la capitale du Congo belge est passée de la bourgade coloniale à la capitale du Zaïre. C'est aujourd'hui la seconde métropole de l'Afrique centrale, après Lagos.

Un développement aussi rapide ne se fait pas sans engendrer de crises. Elle est présente dans tous les domaines : poids démesuré de la capitale dans le pays, rupture des équilibres naturels dans l'environnement immédiat, dégradation de la ville ancienne et sous-équipement de la ville récente, problèmes de salubrité et d'emploi, crise morale.

La crise urbaine, latente et structurelle, est renforcée par la crise économique sans précédent qui touche le Zaïre depuis 1960. Le dénuement du plus grand nombre d'Africains dans quelques questions-clés : comment subsister à Kinshasa ? Comment s'y loger ? Comment répondre à la carence des équipements collectifs ?

L'indifférence générale des salaires et les difficultés matérielles impliquent le recours à de multiples initiatives individuelles pour survivre. Ces actions répétées marquent un paysage urbain que plus aucune autorité ne tente vraiment d'ordonner. Le développement des nouveaux quartiers est spontané, il se densifie et s'organise avec le temps et l'imagination de chacun. Leur développement incontrôlé ne fait que renforcer la ségrégation et la hiérarchie des quartiers. L'opposition demeure fondamentale entre ce qui se perpète comme « la Ville », la ville des riches, la ville du travail, et « la Cité », la ville des pauvres.

La conquête de collines sablonneuses dans les zones d'occupation spontanée a été la plus forte contrainte connue à Kinshasa. Elle peut aller jusqu'à la destruction d'un site initial. Les formes de l'évolution anthropique sont spectaculaires. Au-delà d'un habitat de qualité, conception d'une population assise qui peut maintenir et stabiliser à grande échelle les espaces conquis, on assiste ailleurs à une implantation sans précaution. La carence des pouvoirs publics, l'ignorance, l'instabilité économique des migrants récents font qu'une occupation rapide des sols génère une tendance à la dégradation.

Les rues, établies dans le sens de la plus grande pente, deviennent torréfiées à chaque averse et s'ennoient peu à peu. Bientôt, roulements et ruissellement des eaux des pluies ruissellent sur les formes d'habitat soit à la plus que partout ailleurs précaires et destinées à la destruction à plus ou moins longue échéance. C'est le cas de Kinshasa et de Lubumbashi où, après une occupation massive des collines, on assiste aujourd'hui à un abandon des espaces appropriés en raison de l'insécurité du site et des difficultés d'accès.

Dégradation de la ville ancienne

Ce que l'on peut observer aujourd'hui provient essentiellement de la carence ou de l'absence d'équipements de base. Les équipements de la ville de quatre cent mille habitants de 1959 sont pratiquement fonctionnaires, en fait l'agglomération d'aujourd'hui. En dehors des programmes récents entrepris par la Société nationale d'électricité et de la BRUZZO (boulevard de rue-stations en 65 KV, pose du réseau primaire d'adduction d'eau dans les extensions sud, etc.), ce sont les réseaux anciens qui, en général, supportent le poids des transformations et de l'agglomération de la demande, sans que l'on s'occupe pour cela d'un souci constant d'entretien meilleur.

On retiendra deux exemples dans la ville ancienne :

— Le réseau électrique du cœur de la ville est dans une situation désastreuse. Il faudrait

drer de crises. Elle est présente dans tous les domaines : poids démesuré de la capitale dans le pays, rupture des équilibres naturels dans l'environnement immédiat, dégradation de la ville ancienne et sous-équipement de la ville récente, problèmes de salubrité et d'emploi, crise morale.

La crise urbaine, latente et structurelle, est renforcée par la crise économique sans précédent qui touche le Zaïre depuis 1960. Le dénuement du plus grand nombre d'Africains dans quelques questions-clés : comment subsister à Kinshasa ? Comment s'y loger ? Comment répondre à la carence des équipements collectifs ?

L'indifférence générale des salaires et les difficultés matérielles impliquent le recours à de multiples initiatives individuelles pour survivre. Ces actions répétées marquent un paysage urbain que plus aucune autorité ne tente vraiment d'ordonner. Le développement des nouveaux quartiers est spontané, il se densifie et s'organise avec le temps et l'imagination de chacun. Leur développement incontrôlé ne fait que renforcer la ségrégation et la hiérarchie des quartiers. L'opposition demeure fondamentale entre ce qui se perpète comme « la Ville », la ville des riches, la ville du travail, et « la Cité », la ville des pauvres.

La conquête de collines sablonneuses dans les zones d'occupation spontanée a été la plus forte contrainte connue à Kinshasa. Elle peut aller jusqu'à la destruction d'un site initial. Les formes de l'évolution anthropique sont spectaculaires. Au-delà d'un habitat de qualité, conception d'une population assise qui peut maintenir et stabiliser à grande échelle les espaces conquis, on assiste ailleurs à une implantation sans précaution. La carence des pouvoirs publics, l'ignorance, l'instabilité économique des migrants récents font qu'une occupation rapide des sols génère une tendance à la dégradation.

Les rues, établies dans le sens de la plus grande pente, deviennent torréfiées à chaque averse et s'ennoient peu à peu. Bientôt, roulements et ruissellement des eaux des pluies ruissellent sur les formes d'habitat soit à la plus que partout ailleurs précaires et destinées à la destruction à plus ou moins longue échéance. C'est le cas de Kinshasa et de Lubumbashi où, après une occupation massive des collines, on assiste aujourd'hui à un abandon des espaces appropriés en raison de l'insécurité du site et des difficultés d'accès.

On retiendra deux exemples dans la ville ancienne :

— Le réseau électrique du cœur de la ville est dans une situation désastreuse. Il faudrait

drer de crises. Elle est présente dans tous les domaines : poids démesuré de la capitale dans le pays, rupture des équilibres naturels dans l'environnement immédiat, dégradation de la ville ancienne et sous-équipement de la ville récente, problèmes de salubrité et d'emploi, crise morale.

La crise urbaine, latente et structurelle, est renforcée par la crise économique sans précédent qui touche le Zaïre depuis 1960. Le dénuement du plus grand nombre d'Africains dans quelques questions-clés : comment subsister à Kinshasa ? Comment s'y loger ? Comment répondre à la carence des équipements collectifs ?

L'indifférence générale des salaires et les difficultés matérielles impliquent le recours à de multiples initiatives individuelles pour survivre. Ces actions répétées marquent un paysage urbain que plus aucune autorité ne tente vraiment d'ordonner. Le développement des nouveaux quartiers est spontané, il se densifie et s'organise avec le temps et l'imagination de chacun. Leur développement incontrôlé ne fait que renforcer la ségrégation et la hiérarchie des quartiers. L'opposition demeure fondamentale entre ce qui se perpète comme « la Ville », la ville des riches, la ville du travail, et « la Cité », la ville des pauvres.

La conquête de collines sablonneuses dans les zones d'occupation spontanée a été la plus forte contrainte connue à Kinshasa. Elle peut aller jusqu'à la destruction d'un site initial. Les formes de l'évolution anthropique sont spectaculaires. Au-delà d'un habitat de qualité, conception d'une population assise qui peut maintenir et stabiliser à grande échelle les espaces conquis, on assiste ailleurs à une implantation sans précaution. La carence des pouvoirs publics, l'ignorance, l'instabilité économique des migrants récents font qu'une occupation rapide des sols génère une tendance à la dégradation.

Les rues, établies dans le sens de la plus grande pente, deviennent torréfiées à chaque averse et s'ennoient peu à peu. Bientôt, roulements et ruissellement des eaux des pluies ruissellent sur les formes d'habitat soit à la plus que partout ailleurs précaires et destinées à la destruction à plus ou moins longue échéance. C'est le cas de Kinshasa et de Lubumbashi où, après une occupation massive des collines, on assiste aujourd'hui à un abandon des espaces appropriés en raison de l'insécurité du site et des difficultés d'accès.

On retiendra deux exemples dans la ville ancienne :

— Le réseau électrique du cœur de la ville est dans une situation désastreuse. Il faudrait

drer de crises. Elle est présente dans tous les domaines : poids démesuré de la capitale dans le pays, rupture des équilibres naturels dans l'environnement immédiat, dégradation de la ville ancienne et sous-équipement de la ville récente, problèmes de salubrité et d'emploi, crise morale.

La crise urbaine, latente et structurelle, est renforcée par la crise économique sans précédent qui touche le Zaïre depuis 1960. Le dénuement du plus grand nombre d'Africains dans quelques questions-clés : comment subsister à Kinshasa ? Comment s'y loger ? Comment répondre à la carence des équipements collectifs ?

L'indifférence générale des salaires et les difficultés matérielles impliquent le recours à de multiples initiatives individuelles pour survivre. Ces actions répétées marquent un paysage urbain que plus aucune autorité ne tente vraiment d'ordonner. Le développement des nouveaux quartiers est spontané, il se densifie et s'organise avec le temps et l'imagination de chacun. Leur développement incontrôlé ne fait que renforcer la ségrégation et la hiérarchie des quartiers. L'opposition demeure fondamentale entre ce qui se perpète comme « la Ville », la ville des riches, la ville du travail, et « la Cité », la ville des pauvres.

La conquête de collines sablonneuses dans les zones d'occupation spontanée a été la plus forte contrainte connue à Kinshasa. Elle peut aller jusqu'à la destruction d'un site initial. Les formes de l'évolution anthropique sont spectaculaires. Au-delà d'un habitat de qualité, conception d'une population assise qui peut maintenir et stabiliser à grande échelle les espaces conquis, on assiste ailleurs à une implantation sans précaution. La carence des pouvoirs publics, l'ignorance, l'instabilité économique des migrants récents font qu'une occupation rapide des sols génère une tendance à la dégradation.

Les rues, établies dans le sens de la plus grande pente, deviennent torréfiées à chaque averse et s'ennoient peu à peu. Bientôt, roulements et ruissellement des eaux des pluies ruissellent sur les formes d'habitat soit à la plus que partout ailleurs précaires et destinées à la destruction à plus ou moins longue échéance. C'est le cas de Kinshasa et de Lubumbashi où, après une occupation massive des collines, on assiste aujourd'hui à un abandon des espaces appropriés en raison de l'insécurité du site et des difficultés d'accès.

On retiendra deux exemples dans la ville ancienne :

— Le réseau électrique du cœur de la ville est dans une situation désastreuse. Il faudrait

drer de crises. Elle est présente dans tous les domaines : poids démesuré de la capitale dans le pays, rupture des équilibres naturels dans l'environnement immédiat, dégradation de la ville ancienne et sous-équipement de la ville récente, problèmes de salubrité et d'emploi, crise morale.

La crise urbaine, latente et structurelle, est renforcée par la crise économique sans précédent qui touche le Zaïre depuis 1960. Le dénuement du plus grand nombre d'Africains dans quelques questions-clés : comment subsister à Kinshasa ? Comment s'y loger ? Comment répondre à la carence des équipements collectifs ?

L'indifférence générale des salaires et les difficultés matérielles impliquent le recours à de multiples initiatives individuelles pour survivre. Ces actions répétées marquent un paysage urbain que plus aucune autorité ne tente vraiment d'ordonner. Le développement des nouveaux quartiers est spontané, il se densifie et s'organise avec le temps et l'imagination de chacun. Leur développement incontrôlé ne fait que renforcer la ségrégation et la hiérarchie des quartiers. L'opposition demeure fondamentale entre ce qui se perpète comme « la Ville », la ville des riches, la ville du travail, et « la Cité », la ville des pauvres.

La conquête de collines sablonneuses dans les zones d'occupation spontanée a été la plus forte contrainte connue à Kinshasa. Elle peut aller jusqu'à la destruction d'un site initial. Les formes de l'évolution anthropique sont spectaculaires. Au-delà d'un habitat de qualité, conception d'une population assise qui peut maintenir et stabiliser à grande échelle les espaces conquis, on assiste ailleurs à une implantation sans précaution. La carence des pouvoirs publics, l'ignorance, l'instabilité économique des migrants récents font qu'une occupation rapide des sols génère une tendance à la dégradation.

Les rues, établies dans le sens de la plus grande pente, deviennent torréfiées à chaque averse et s'ennoient peu à peu. Bientôt, roulements et ruissellement des eaux des pluies ruissellent sur les formes d'habitat soit à la plus que partout ailleurs précaires et destinées à la destruction à plus ou moins longue échéance. C'est le cas de Kinshasa et de Lubumbashi où, après une occupation massive des collines, on assiste aujourd'hui à un abandon des espaces appropriés en raison de l'insécurité du site et des difficultés d'accès.

On retiendra deux exemples dans la ville ancienne :

— Le réseau électrique du cœur de la ville est dans une situation désastreuse. Il faudrait

drer de crises. Elle est présente dans tous les domaines : poids démesuré de la capitale dans le pays, rupture des équilibres naturels dans l'environnement immédiat, dégradation de la ville ancienne et sous-équipement de la ville récente, problèmes de salubrité et d'emploi, crise morale.

La crise urbaine, latente et structurelle, est renforcée par la crise économique sans précédent qui touche le Zaïre depuis 1960. Le dénuement du plus grand nombre d'Africains dans quelques questions-clés : comment subsister à Kinshasa ? Comment s'y loger ? Comment répondre à la carence des équipements collectifs ?

LA SECONDE VILLE FRANCOPHONE DU MONDE

Le site de Kinshasa est occupé par les hommes depuis des millénaires. La datation par la méthode du carbone 14, d'anciennes charbonnières trouvées dans les parcs, comme vingt ans il y a et des siècles encore non datés, mais de toute évidence antérieurs, ont été découvertes.

A la fin du seizième siècle, les Portugais, en contact avec le royaume de Kongo par les voyages de Diego Cam, découvrent le « Nkasi » ou « Nkasi », d'est-à-dire le fleuve, dont ils transforment le nom en Zaïre. Très rapidement les rôles du Portugal s'effacent à la péninsule du continent par cette voie dans le but de découvrir un territoire possible vers le mystérieux royaume du présumé roi de l'ouest, des missions pour déterminer le cours du fleuve.

Les rives du Pool Malebo sont parcourues pour la première fois par deux caravanes espagnoles cherchant à entrer en contact avec le royaume de Makoko, situé dans la région de la plaine de Kinshasa. Mais qui n'y parviennent pas, du fait de l'opposition du roi de Kongo, détenteur de la région, qui lui seul les avait autorisés à pénétrer par la présence des Européens, mais qui n'ont pas pu aller plus loin.

Les Portugais ont été les premiers à venir en contact avec les lieux : sans faire l'écho, repris non sans arrière-pensée par les Français eux-mêmes dans un écrit de 1688, un marchand hollandais assura encore très récemment, et à tort, que les Européens ne peuvent se rendre sur les rives du Pool car « la zone leur est interdite et s'ils s'enfuyaient jusqu'à atteindre les bords de ses dimensions ordinaires ».

La première description du Pool et des peuples vivants sur sa rive méridionale est due au père Jérôme de Montecastro, prêtre capucin envoyé par la Propagation de la foi en 1648, et qui, comme tous les autres, tentant en vain d'évangéliser les populations de la colline de Binza, qui traversait, tout compte fait, d'est à l'ouest.

Un peu plus tard, en 1688, un autre missionnaire, Fra Luca de Castellana, raconte à son tour la plaine de Kinshasa — « une longue plaine à précipité à l'ouest, d'une courbure de montagne, celle de l'Etat de Moundou à l'est, et celle du royaume de Makoko au sud et à l'est du royaume de Kongo » à l'est.

La vie quotidienne de la plaine de Kinshasa au dix-septième siècle semble marquée par un changement de toutes les choses. Le combinaison est un des fondements de la société. L'agriculture, essentiellement vivrière, est basée sur la triologie : manioc, poisson, palmier, à quoi s'ajoute le gibier. Le potier, le tissier et la métallurgie constituent l'essentiel des activités artisanales. Les techniques de construction sont simples. Le matériau de base est la fibre végétale. Les huttes sont basses et petites, identiques à celles que Stanley décrit en 1881. Bien que la région du Pool reste, à cette époque, en dehors des axes commerciaux fréquentés par les marchands européens, quelques objets de fabrication étrangère sont déjà utilisés et les constructions, usées s'ils sont en fait

assez ordinaires, des objets de l'usage des grands.

Henry Morton Stanley arrive en 1881 sur les rives du Pool, commandité par le roi des Belges Léopold II et l'Association internationale africaine pour y créer des postes commerciaux. La rive méridionale est partagée entre deux formes de puissance : celle, commerciale et « marchande » des Belges, qui dépendent théoriquement du Mahoko de l'autorité de la rive nord, et celle des populations Bahumu, propriétaires du sol et qui gardent, selon l'usage, sinon dans la réalité, la haute main sur la plaine et sur les collines.

PIERRE BIARNES.

(Lire la suite page 7.)

La bourgade du temps de Stanley

La vie quotidienne de la plaine de Kinshasa au dix-septième siècle semble marquée par un changement de toutes les choses. Le combinaison est un des fondements de la société. L'agriculture, essentiellement vivrière, est basée sur la triologie : manioc, poisson, palmier, à quoi s'ajoute le gibier. Le potier, le tissier et la métallurgie constituent l'essentiel des activités artisanales. Les techniques de construction sont simples. Le matériau de base est la fibre végétale. Les huttes sont basses et petites, identiques à celles que Stanley décrit en 1881. Bien que la région du Pool reste, à cette époque, en dehors des axes commerciaux fréquentés par les marchands européens, quelques objets de fabrication étrangère sont déjà utilisés et les constructions, usées s'ils sont en fait

assez ordinaires, des objets de l'usage des grands.

Henry Morton Stanley arrive en 1881 sur les rives du Pool, commandité par le roi des Belges Léopold II et l'Association internationale africaine pour y créer des postes commerciaux. La rive méridionale est partagée entre deux formes de puissance : celle, commerciale et « marchande » des Belges, qui dépendent théoriquement du Mahoko de l'autorité de la rive nord, et celle des populations Bahumu, propriétaires du sol et qui gardent, selon l'usage, sinon dans la réalité, la haute main sur la plaine et sur les collines.

PIERRE BIARNES.

(Lire la suite page 7.)



Banque Internationale pour l'Afrique et le Zaïre

Siège Social :

Building NIOKI, ex-Forecom, avenue de la Douane
B.P. 8725. — Tél. : 26930-26910
Télex : BANCAF ZR 21355
KINSHASA

Bureaux :

Centre de Commerce International du Zaïre
Galerie Marchande niveau 1. — Tél. : 32121

Filiale de la

Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale

9, avenue de Messine. — Paris (8^e)

BIAO

à votre service
en France
en Afrique
dans le monde.

Photo-Center Kinshasa

EST INSTALLÉ A KINMAZIERE

Distributeur officiel des OLYMPIA International en Zaïre
— Son studio de haute qualité individuel pour proposer :
— Ses photos instantanées et classiques N/B et couleur.
— Ses services de reportage photographiques N/B et couleur.
— Son service de reportage.

TOUTES MANIFESTATIONS

— Son laboratoire de réparation et d'entretien vidéo-cassette
— Son OLYMPIA 8/16 (16 mm) et 8/8 (8 mm) pour les amateurs.
— Son atelier de réparation pour appareils domestiques.
— Ses articles cadeaux : Films et appareils photos.
— Son personnel stylé et spécialisé est à votre service de 9 h à 19 h, du lundi au dimanche.
— Son salon d'accueil dans un cadre impeccable N°1772.

(Rédaction) LE PREMIER

La pauvreté, mais pas la misère

La faiblesse des revenus et la fragilité des budgets ménagers, l'insécurité alimentaire, la dégradation des biens de consommation courante, la persistance de situations de déséquilibre et parfois la privation des éléments nécessaires à la vie, sont autant d'éléments qui constituent la réalité au Zaïre. Mais si l'on approche dans certains cas des seuils de l'extrême pauvreté, les ruptures au-delà desquelles le sous-développement est tel qu'il bloque toute possibilité d'évolution ne sont pas encore atteintes à Kinshasa. On ne voit pas la misère poignante des populations rurales de certaines campagnes des tropiques, ni la détresse de ces paysans déracinés et sous-alimentés qui viennent gonfler les cohortes d'indigents des villes de l'Inde ou de l'Asie du Sud-Est.

Sans doute est-il plus juste de parler de pauvreté que de misère. La pauvreté de la masse des citoyens est un fait indéniable. Elle est sensible à chaque instant. Par contre, la misère, que l'on croque de plus en plus, n'est pas directement perceptible. Point de squatters sur les trottoirs de Kinshasa, point de mendicants, en dehors des quelques pauvres hères du centre-ville, point de gens en haillons ou de groupes d'enfants faméliques. Ce qui frappe l'étranger, c'est plutôt une population bien habillée, soignée, toujours accueillante, jeune dans les quartiers les plus déshérités. C'est sa capacité à supporter la crise et à s'adapter à des conditions de vie difficiles.

C'est, quoi qu'on en dise, son extrême dignité. En dehors des bandes turbulentes de gamins qui représentent, plus par jeu que par application, le Zaïre, on célèbre à Patrou / Donne-moi le coiffeur /, personne ne tend la main ou ne montre le poing. Le peuple kinolais est admirable dans le dénuement.

Et pourtant, l'analyse des budgets ménagers révèle la gravité des préoccupations du citoyen. On retient :

- L'importance et l'indépendance du secteur alimentaire :

plus des deux tiers des dépenses mensuelles d'un ménage-type (0,9 personnes) ;

- La part du logement, qui occupe la deuxième place, avec près d'un cinquième, suivi de l'habillement (7,2 %) ;
- Les dépenses diverses : 10 %, dont l'essentiel correspond aux soins médicaux, à l'éducation et aux transports (3) ;
- Ces chiffres mettent en évidence les questions fondamentales de l'emploi et des revenus, d'une politique de l'habitat et des équipements collectifs.

Les données du problème sont posées d'une part, comme on l'a dit, par les rythmes d'évolution différents de la population en âge de travailler et du nombre d'emplois ; beaucoup de jeunes, beaucoup de migrants, et peu de créations d'emplois dans la ville. D'autre part, que l'on soit salarié ou indépendant, le travail est plutôt mal rémunéré, en constante dépréciation à la suite des hausses accordées des prix des biens de consommation courante. Quelques chiffres mettent en évidence les déséquilibres engendrés. Au 31 juillet 1981, dernière date de réajustement des salaires, un agent de bureau gagne entre 20.500 Z et 25.000 Z (4). Un chef de bureau perçoit un salaire de 55.147 Z tandis qu'un directeur (grade le plus élevé dans la fonction publique) atteint 79.500 Z. Les enseignants de l'université approuvent tout à fait privilégiés avec 1400 Z pour un assistant et 6000 Z pour un professeur ordinaire. En ce qui concerne les salaires, selon leur dire, permettent tout juste de faire vivre leur famille, ce qu'on croit aisément lorsqu'on suit le coût de la vie quotidienne et l'inflation galopante.

Modeste Jacques, 1974, la hausse des prix de détail est fulgurante après cette date. De 20 % à 25 % par an, les citoyens haïssent et détestent des taux voisins de 100 % en 1978 et 1979. Une petite amorce de la crise se fait sentir en 1980, où les taux oscillent, selon les organismes, entre 28 % et 21 %. L'inflation, en 1981, atteint de 30 % jusqu'à la dernière

dévaluation imposée par le F.M.I. Sans doute, justifiée sur le plan financier, les dévaluations successives qu'a subies le Zaïre ont entraîné une dégradation de la consommation intérieure : elles entraînent instantanément une hausse considérable des prix. Non contentés, ceux-ci sont rajustés en fonction du cours du dollar calculé au taux parallèle. Il est significatif de constater, en l'endossement de l'annonce d'une dévaluation, la fermeture des magasins... pour inventaire ! Des milliers de petites entreprises artisanales et commerciales, de points de vente, de micro-activités nées de l'initiative individuelle, s'inscrivent dans le tissu urbain. Elles démontrent par leur concentration sur leur diffusion dans l'espace des modes d'activité et d'échange plus ou moins fortes, des axes d'activité plus ou moins étendus. Elles représentent un poids économique non négligeable, bien que non pris en compte dans les statistiques de l'économie nationale. Elles ont toujours stimulé l'initiative et ont donné lieu à de vastes emplois.

A Kinshasa, on recense un artisan pour 25 à 30 familles, un commerçant stable pour 60 familles. On décompte un micro-commerçant, par essence flottant et

instable, pour 6 à 8 familles. Si l'on considère la totalité des activités, on s'aperçoit qu'une parcelle d'habitation sur trois ou quatre est le siège d'une petite activité ou d'un petit métier et cela sans compter les vendeurs réguliers des marchés (en 1979, 67 marchés, 48 000 vendeurs dont 48 000 dans les 28 marchés de plus de 800 vendeurs).

C'est dire l'importance de l'activité commerciale dans la vie quotidienne. Cette multiplicité des points de vente, cette redistribution à l'infinité est caractéristique de la vie africaine. Quel est le poids économique des activités commerciales ? La question n'est pas simple. Une première approche peut être faite par l'examen de la taille des entreprises. Les entreprises de plus de 5 employés, considérées tel de grande taille, sont-elles largement minoritaires : 13,2 % pour les artisans, 22,2 % pour le commerce.

Il convient de souligner le nombre considérable des petites entreprises, micro-entreprises, micro-commerces. On peut estimer que beaucoup produisent au jour le jour et sont à peine viables. Les patrons seuls et les patrons avec un ou deux apprentis, sans salaires, représentent plus des deux tiers du total des entreprises. On peut se demander parfois à quoi se réduisent ces entreprises de production ?

Dans la plupart des cas, aucune comptabilité sérieuse n'est tenue. On se contente de grossières estimations. Ce que l'on sait, c'est que nombre d'entreprises ont des problèmes de trésorerie et que, en général, les stocks sont minces, voire inexistant. C'est ce qui explique que le client fournisse au tailleur ou au menuisier le tissu dans lequel est coupé le vêtement, ou les planches qui serviront à la construction des meubles. Si l'artisan n'est pas fait en nature elle le sera en miniature et le transport des marchandises de base vendra en plus. Dans ces conditions, les chiffres d'affaires et de valeur ajoutée deviennent flous.

La rentabilité, difficile à mesurer en termes comptables, est certaine. L'investissement extérieur à l'entreprise (premier poste : la maison ; deuxième poste : l'achat de la voiture ou du camion qui deviendront taxi ou moto-taxi) procure le décaissement de bénéfices certains.

Le commerce, l'artisanat est une des origines de l'aggravation. Nombreux sont les ménages kinolais qui éprouvent la nécessité d'une nouvelle source de revenus. Le ménage, restant à la maison dans la plupart des cas, souhaite sentir un petit éventail. Cette activité témoigne soit d'une situation sociale stable avec des revenus fixes suffisants et d'un goût du commerce, soit d'une situation précaire ou d'une extrême faiblesse d'un revenu. Dans le premier cas, fréquent dans les quartiers privilégiés où le grand tadia, sont-ils largement minoritaires : 13,2 % pour les artisans, 22,2 % pour le commerce.

Il convient de souligner le nombre considérable des petites entreprises, micro-entreprises, micro-commerces. On peut estimer que beaucoup produisent au jour le jour et sont à peine viables. Les patrons seuls et les patrons avec un ou deux apprentis, sans salaires, représentent plus des deux tiers du total des entreprises. On peut se demander parfois à quoi se réduisent ces entreprises de production ?

Dans la plupart des cas, aucune comptabilité sérieuse n'est tenue. On se contente de grossières estimations. Ce que l'on sait, c'est que nombre d'entreprises ont des problèmes de trésorerie et que, en général, les stocks sont minces, voire inexistant. C'est ce qui explique que le client fournisse au tailleur ou au menuisier le tissu dans lequel est coupé le vêtement, ou les planches qui serviront à la construction des meubles. Si l'artisan n'est pas fait en nature elle le sera en miniature et le transport des marchandises de base vendra en plus. Dans ces conditions, les chiffres d'affaires et de valeur ajoutée deviennent flous.

La rentabilité, difficile à mesurer en termes comptables, est certaine. L'investissement extérieur à l'entreprise (premier poste : la maison ; deuxième poste : l'achat de la voiture ou du camion qui deviendront taxi ou moto-taxi) procure le décaissement de bénéfices certains.

Le commerce, l'artisanat est une des origines de l'aggravation. Nombreux sont les ménages kinolais qui éprouvent la nécessité d'une nouvelle source de revenus. Le ménage, restant à la maison dans la plupart des cas, souhaite sentir un petit éventail. Cette activité témoigne soit d'une situation sociale stable avec des revenus fixes suffisants et d'un goût du commerce, soit d'une situation précaire ou d'une extrême faiblesse d'un revenu. Dans le premier cas, fréquent dans les quartiers privilégiés où le grand tadia, sont-ils largement minoritaires : 13,2 % pour les artisans, 22,2 % pour le commerce.

Il convient de souligner le nombre considérable des petites entreprises, micro-entreprises, micro-commerces. On peut estimer que beaucoup produisent au jour le jour et sont à peine viables. Les patrons seuls et les patrons avec un ou deux apprentis, sans salaires, représentent plus des deux tiers du total des entreprises. On peut se demander parfois à quoi se réduisent ces entreprises de production ?

Dans la plupart des cas, aucune comptabilité sérieuse n'est tenue. On se contente de grossières estimations. Ce que l'on sait, c'est que nombre d'entreprises ont des problèmes de trésorerie et que, en général, les stocks sont minces, voire inexistant. C'est ce qui explique que le client fournisse au tailleur ou au menuisier le tissu dans lequel est coupé le vêtement, ou les planches qui serviront à la construction des meubles. Si l'artisan n'est pas fait en nature elle le sera en miniature et le transport des marchandises de base vendra en plus. Dans ces conditions, les chiffres d'affaires et de valeur ajoutée deviennent flous.

La rentabilité, difficile à mesurer en termes comptables, est certaine. L'investissement extérieur à l'entreprise (premier poste : la maison ; deuxième poste : l'achat de la voiture ou du camion qui deviendront taxi ou moto-taxi) procure le décaissement de bénéfices certains.

Le commerce, l'artisanat est une des origines de l'aggravation. Nombreux sont les ménages kinolais qui éprouvent la nécessité d'une nouvelle source de revenus. Le ménage, restant à la maison dans la plupart des cas, souhaite sentir un petit éventail. Cette activité témoigne soit d'une situation sociale stable avec des revenus fixes suffisants et d'un goût du commerce, soit d'une situation précaire ou d'une extrême faiblesse d'un revenu. Dans le premier cas, fréquent dans les quartiers privilégiés où le grand tadia, sont-ils largement minoritaires : 13,2 % pour les artisans, 22,2 % pour le commerce.

Il convient de souligner le nombre considérable des petites entreprises, micro-entreprises, micro-commerces. On peut estimer que beaucoup produisent au jour le jour et sont à peine viables. Les patrons seuls et les patrons avec un ou deux apprentis, sans salaires, représentent plus des deux tiers du total des entreprises. On peut se demander parfois à quoi se réduisent ces entreprises de production ?

Dans la plupart des cas, aucune comptabilité sérieuse n'est tenue. On se contente de grossières estimations. Ce que l'on sait, c'est que nombre d'entreprises ont des problèmes de trésorerie et que, en général, les stocks sont minces, voire inexistant. C'est ce qui explique que le client fournisse au tailleur ou au menuisier le tissu dans lequel est coupé le vêtement, ou les planches qui serviront à la construction des meubles. Si l'artisan n'est pas fait en nature elle le sera en miniature et le transport des marchandises de base vendra en plus. Dans ces conditions, les chiffres d'affaires et de valeur ajoutée deviennent flous.

La rentabilité, difficile à mesurer en termes comptables, est certaine. L'investissement extérieur à l'entreprise (premier poste : la maison ; deuxième poste : l'achat de la voiture ou du camion qui deviendront taxi ou moto-taxi) procure le décaissement de bénéfices certains.

Le commerce, l'artisanat est une des origines de l'aggravation. Nombreux sont les ménages kinolais qui éprouvent la nécessité d'une nouvelle source de revenus. Le ménage, restant à la maison dans la plupart des cas, souhaite sentir un petit éventail. Cette activité témoigne soit d'une situation sociale stable avec des revenus fixes suffisants et d'un goût du commerce, soit d'une situation précaire ou d'une extrême faiblesse d'un revenu. Dans le premier cas, fréquent dans les quartiers privilégiés où le grand tadia, sont-ils largement minoritaires : 13,2 % pour les artisans, 22,2 % pour le commerce.

Il convient de souligner le nombre considérable des petites entreprises, micro-entreprises, micro-commerces. On peut estimer que beaucoup produisent au jour le jour et sont à peine viables. Les patrons seuls et les patrons avec un ou deux apprentis, sans salaires, représentent plus des deux tiers du total des entreprises. On peut se demander parfois à quoi se réduisent ces entreprises de production ?

Dans la plupart des cas, aucune comptabilité sérieuse n'est tenue. On se contente de grossières estimations. Ce que l'on sait, c'est que nombre d'entreprises ont des problèmes de trésorerie et que, en général, les stocks sont minces, voire inexistant. C'est ce qui explique que le client fournisse au tailleur ou au menuisier le tissu dans lequel est coupé le vêtement, ou les planches qui serviront à la construction des meubles. Si l'artisan n'est pas fait en nature elle le sera en miniature et le transport des marchandises de base vendra en plus. Dans ces conditions, les chiffres d'affaires et de valeur ajoutée deviennent flous.

L'INGÉNOSITÉ DU CITOYEN M...

Le citoyen M... a une trentaine d'années. Il est marié et il a quatre enfants. Il est arrivé à Kinshasa en 1970 et il s'est d'abord établi dans une maison construite par son père, dans un quartier de la ville, puis dans une maison construite par lui-même. Il a gardé la même fonction, mais il a changé de "patron". Il occupe la même place depuis plusieurs années. En plus de son salaire de gardien, il dispose d'un salaire de jardinier employé à mi-temps, travail qu'il effectue les après-midis.

Le citoyen M... pratique, à partir d'une petite épargne de 10 zaires, le système de la Banque Lambert. Le principe est simple. On prête le capital de 10 zaires sur un mois. Passé ce délai, on demande 6 zaires d'intérêt. Après deux mois, 10 zaires d'intérêt. Après trois mois, 15 zaires d'intérêt. Il faut, bien sûr, trouver des gens solvables. C'est une affaire, dit-il, on ne peut faire cela avec un "brocanteur", mais la procédure est rentable. Très vite, le citoyen M... a pu acheter une parcelle dans un quartier périphérique de la ville. Il construit une maison en plus. Le système de la Banque Lambert a continué, mais, cette fois-ci, avec cinq clients attirés qui viennent le voir lorsqu'ils sont en difficulté.

Heureux, une deuxième maison est construite. La première est louée. Avec les bénéfices de la "Banque Lambert", deux autres maisons à louer d'occasion ont été achetées et deux tailleurs sont employés au marché du quartier. Le citoyen M... joue l'ambition du marché, tout en étant et comptabilisant le travail des tailleurs à partir du nombre de bobines utilisées. Le revenu mensuel est de l'ordre de 30 à 35 zaires. Il est partagé entre le tailleur et le propriétaire. Jusqu'à une date récente, les affaires ont bien marché, et le citoyen M... pouvait dire avec orgueil : "Quand je suis venu à Kinshasa, j'étais petit comme ça ; maintenant, je suis un peu plus grand..." Cet exemple montre bien l'ingéniosité de chacun, les dépenses physiques et les efforts matériels rémunérés d'un grand nombre pour gagner ce qui manque à la fin du mois.

Il faudrait citer encore les revenus procurés par le fruit et la corruption, véritable plaie quotidienne, peu à peu institutionnalisés à tous les niveaux, dans un mot de la prostitution, ne pas oublier les revenus procurés par la location de biens immobiliers qui vont de la pièce minuscule à la maison individuelle confortable. — M. P.

LE CENTRE DE COMMERCE INTERNATIONAL DU ZAIRE «CCIZ»



Organisme de Promotion Commerciale au service des opérateurs économiques tant nationaux qu'étrangers, le Centre de Commerce International du Zaïre vous offre :

- une assistance dans les problèmes du commerce extérieur : importations, exportations, investissements, contacts d'affaires, etc. ;
- son bulletin d'informations économiques et commerciales « LE PROMOTEUR ZAÏROIS » et son « SERVICE DE PRESSE POUR L'ÉTRANGER » ;
- des salles de réunion ;
- un restaurant de classe pour les diners d'affaires ;
- une imprimerie et un atelier de microphotographie pour tous travaux d'impression et de reproduction.

Pour vos contacts d'affaires avec le Zaïre - Un interlocuteur aisé :

CENTRE DE COMMERCE INTERNATIONAL DU ZAÏRE
 B.P. 13.396 KINSHASA 1
 Téléphone : 32929 - 32971
 Télex 21046 info-ZAÏRE 22
 République du Zaïre

à Bruxelles, 10, place Stuyvaert, Boite 2
 Téléphone : 5116545
 Télex 61117 CCIB
 BRUXELLES 1050 (Belgique)



Banque Commerciale Zaïroise S.A.R.L.

Société par Actions à Responsabilité Limitée
 Boulevard du 30-Juin - B.P. 2.798 KINSHASA

RÉPUBLIQUE DU ZAÏRE

Établie au Zaïre depuis 1909 sous la dénomination « Banque du Congo Belge », dont les activités comme Institut d'émission ont cessé le 30 juin 1952. Raison sociale modifiée le 24-2-1960 en Banque du Congo et le 18-11-1971 en Banque Commerciale Zaïroise S.A.R.L.

Téléphone Kinshasa 26400 à 26423
 Adresse télégraphique : COMBANK
 Télex : 21127, 21159 et 21314

Réseau de trente-deux filiales, succursales et agences (plus de deux mille cinq cents personnes) répartis dans l'ensemble de la République du Zaïre

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1980

ACTIF	
Caisse et banques	625.257.483
Portefeuille « titres »	13.820.949
Portefeuille effets commerciaux et publics	107.378.878
Débiteurs divers	292.198.638
Autres actifs	120.498.288
TOTAL	1.159.154.236
PASSIF	
Dépôts à vue et à terme - Obligations et bons de caisse	682.011.775
Capital et réserves	20.015.505
Bénéfices	7.638.906
Autres éléments du passif	449.488.050
TOTAL	1.159.154.236

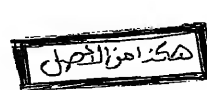
ADMINISTRATION DIRECTION

BOKANA WONDANGELA
 Jacques VERDICKT
 PIERRE BAUCHAU
 MICHEL CHARLIER
 MARC BAILLON
 BANGA y'ORULU
 KASONGO TAIBU
 JEAN MEUNIER

Président
 Vice-Président
 Administrateur délégué
 Administrateur Directeur
 Administrateur Directeur
 Administrateur Directeur

CORRESPONDANTS :

FRANCE : Banque Belge (France) S.A. ; Société Générale - BELGIQUE et ANGLETERRE : Banque Belge-Zaïroise S.A. « Belgolaise » - NEW-YORK : Bank of America ; EUROPE : American Bank Trust Company ; MORGAN GUARANTY TRUST COMPANY - ALLEMAGNE FÉDÉRALE : Deutsche Bank A.G.



« KIN LA BELLE » ?

(Suite de la page 5.)

Les zones de Kinsasa, Kinshasa, Camp Lila, Semboza, Kinshasa, sont impraticables de qu'il pleut. Il faut un véhicule tout terrain ou un camion pour pénétrer dans les pistes sablonneuses de la majeure partie des zones d'occupation spontanée d'après 1960.

La contamination de l'espace, basée sur la parcelle individuelle de 400 à 500 mètres carrés, demande des investissements urbains considérables auxquels le pays ne peut pas toujours faire face. Les zones d'extension récente s'étendent à l'heure actuelle sur plus de 10 000 hectares, dans une énorme bande de 4 à 5 kilomètres de large autour de la ville coloniale. Elles souffrent d'une carence générale d'équipement collectif.

La faiblesse des équipements sanitaires

La faiblesse des équipements sanitaires est patente. L'essentiel de l'équipement hospitalier est concentré dans la partie nord (Gombe) et à l'extrême sud, aux cliniques universitaires près du campus : positions concentriques par rapport aux zones qui rassemblent la majorité de la population. Les quartiers les plus récents ne disposent que d'installations rudimentaires ou de petits dispensaires privés sur lesquels il y aurait beaucoup à dire. C'est ainsi que « dans les zones appelées satellites péri-urbaines, appartenant des flambées d'épidémies de rougelle, de varicelle, d'amygdalite et de dengue, une recrudescence de la malaria et des maladies vénériennes... et une chose plus grave encore est la réapparition de maladies telles la trypanosomiose et la tuberculose, qui étaient en voie de disparition (3) ».

Le problème est celui des grandes endémies. On constate ces dernières années, surtout depuis 1974, une recrudescence récente mais très rapide des problèmes sanitaires : dégrada-

tion des dispensaires et des hôpitaux (taux d'occupation largement supérieur à 100 % de la normale), absence d'équipement de médicaments (le médicament est plus que jamais une marchandise qui fait l'objet d'un marché lucratif), dégradation des structures de prévention et de diagnostic. Le problème est aussi sombre dans le domaine de l'enseignement : les œuvres de jeunesse aux colonies sont l'image en négatif des cartes des capacités d'accueil par zone. Elles révèlent de façon saisissante les lignes de fracture présentes dans le tissu urbain.

M. J. Fawcett qui a bien étudié la question, constate : « L'infrastructure et l'équipement appartiennent donc à des zones fort contrastées de Kinshasa. D'un côté, la ville ancienne d'avant 1960, planifiée et équipée, d'autre part, les zones d'extension postérieures à l'indépendance où l'infrastructure est défectueuse et où la densité de population est plus élevée que dans les zones anciennes (4) ».

A la suite des déséquilibres anciens qui mettaient en évidence une surpopulation masculine très forte (deux tiers d'hommes, un tiers de femmes dans la population de 1960), on assiste à l'heure actuelle à un remarquable réajustement du sex-ratio.

Le dynamisme de la population, et son extension massive — 62 % de moins de vingt ans, 24,40 % de moins de quinze ans posent le très sérieux problème des classes montantes et de leur accession à l'âge adulte. L'insécurité est particulièrement insidieuse en matière de scolarisation et d'emploi des jeunes.

La scolarité

En 1965, 8,9 % des scolaires ont atteint la sixième année du cycle primaire et 3,3 % avaient terminé un cycle post-primaire. En 1977, 23,3 % des scolaires ont au moins atteint la sixième primaire, 1,8 % arrivant à la dixième. L'enseignement supérieur, les créations nécessaires

devraient être en hausse constante. En 1965, 94 % des plus de cinq ans n'avaient pas été scolarisés ; en 1977, 28 % seulement des plus de six ans ne l'ont pas été. L'augmentation des effectifs est considérable : 36 694 enfants sont en cours de scolarisation en 1978, 246 000 en 1977, plus de 500 000 en 1979.

L'accroissement des effectifs de l'enseignement supérieur est fantastique. L'Institut pédagogique national, construit pour 600 en 1960-1963, 200 en 1967-1968, 1 000 en 1970-1971, plus de 3 000 en 1980. Le campus universitaire, l'ex-université Lovanium, conçu pour 3 000 étudiants, en absorbe aujourd'hui plus de 6 000. On imagine les investissements que ces chiffres impliquent. Il ne faut pas non plus s'étonner de la dégradation des locaux et du niveau des études ni de la « grogne » des étudiants qui s'est manifestée à plusieurs reprises ces dernières années.

L'évolution respective de la population active et de l'emploi pose, date toute son acuité, l'un des fondements de la crise urbaine. Le mariage des jeunes générations vers l'âge adulte, le poids des effectifs à l'œuvre actuelle scolarisée, et bientôt présents sur le marché du travail, ne peuvent que laisser prévoir, dans les conditions actuelles, une accumulation des déséquilibres entre les chiffres de la population en âge de travailler et le nombre d'emplois offerts.

Celui-ci semble se stabiliser aujourd'hui aux environs de 20 % de la population totale. Ce pourcentage peut-il se maintenir ? Le taux de croissance de l'emploi dans les entreprises privées est de 4,7 % à 8 % en maximum. Il serait semblable pour l'administration et l'armée. La population active progresserait, elle, de 8 % à 10 % par an : on ne peut concevoir qu'un déséquilibre actuel et à moyen terme. Dans l'hypothèse

d'une croissance urbaine très volontariste (8 000 000 habitants en 1990), il faudrait, si l'on veut maintenir le taux d'activité actuel, créer 3 210 000 emplois, ce qui correspond à une moyenne annuelle de 25 000 emplois nouveaux, dont plus de 2 000 en zones d'habitat, créations considérables en regard des rythmes actuels (5). En effet, en dehors de quelques petites unités (Général Motors, Goodyear...) rien de notable n'a été fait ces dernières années. Le complexe sidérurgique de Malakout, qui devait produire 200 000 tonnes de tôles et de profilés, fonctionne à 20 % de sa capacité.

Le coût social des jeunes scolarisés et des sans-emploi, le déséquilibre entre la masse des besoins et les perspectives de travail qu'offre la ville sont en s'accroissant sans que rien puisse annoncer aujourd'hui un renversement de tendance. Les problèmes actuels tiennent non seulement au plan quantitatif, en simple maintien du taux global de l'activité et à l'emploi des jeunes, mais aussi, sur un plan plus qualitatif, aux possibilités de choix et à la diversification des métiers offerts aux générations des vingt à trente ans, plus exigeantes que par le passé car plus instruites, plus ouvertes aussi, avec l'activité importante désormais des jeunes femmes dans le monde du travail.

Les tensions et les frustrations nouvelles dans le domaine de l'emploi sont renforcées par celles

que doit affronter l'individu sur le plan personnel. La ville offre par sa masse propre et ses conditions de vie particulières des ruptures psychologiques qui affectent le comportement du migrant. La perception de l'espace est différente ici. Au village, la nature est proche et l'environnement matériel. A Kinshasa, la nature est fortement fermée. Le nouveau venu l'est de même manière. Le migrant subit et rencontre à tout moment, à l'école, dans la recherche d'un emploi ou d'un logement, des systèmes de pensées pour lesquels il n'est pas préparé. Les réactions qui en découlent, et qui sont trop souvent relevées et décrites avec complaisance, se justifient largement, ne seraient-elles que par l'insécurité du lendemain, le crise des valeurs traditionnelles, les tensions entre cultures villageoises, milieus ruraux, l'affirmation des classes sociales entre une frange de privilégiés qui détiennent la chimie et la masse des citoyens qu'un ignom. L'indigence et le dénuement sont aujourd'hui vécus par l'ensemble des citoyens. Les contraintes violentes de la société urbaine ne font que rendre plus sensible encore la pauvreté du plus grand nombre.

MARC PAIN.

Le Monde dossier et documents

Numéro de novembre

LA DROGUE

LA RÉVOLUTION IRANIANNE

Le numéro : 450 F

Abonnement un an (10 numéros) : 45 F

LA POPULATION DU ZAÏRE

Les derniers chiffres officiels, en ce qui concerne la population du Zaïre, remontent à 1976 (1). Cette année-là, le pays comptait 25 567 104 habitants.

Cette population se répartissait ainsi par province :

Bandundu	2 287 916
Bas-Zaïre	1 741 800
Equateur	2 728 171
Haut-Zaïre	6 629 248
Kasai occidental	2 216 717
Kasai oriental	2 078 405
Kivu	3 808 180
Shaba	(ancien Katanga) : 2 528 011

Kinshasa (ensemble du district urbain) : 2 443 876.

Après Kinshasa, les principales villes étaient : Kananga (anciennement Lubumbashi) : 704 211 ; Lumumbashi (anciennement Elisabethville) : 481 822 ; Mbuji-Mayi : 382 832 ; Kisangani (anciennement Stanleyville) : 330 210 ; Bukavu (anciennement Coquilhemville) : 209 051 ; Kikwit : 172 460 ; Matadi : 162 368.

(1) Bureau of Africa South of Sahara, 1980-1981, Europa Publications, Londres.

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ASSURANCES SONAS

La Compagnie Zaïroise d'Assurances

1. — Vous propose en assurance les garanties ci-après :

● ASSURANCE VIE :

- Assurance-vie entière — à primes viagères et à primes temporaires ;
- Assurance mixte ;
- Assurance-vie mixte avec un capital décès double ;
- Assurance éducation ;
- Assurance complémentaire accident ;

● ASSURANCE-VIE DE GROUPE.

● ASSURANCE AUTOMOBILE :

- Responsabilité civile ;
- Incendie ;
- Recours des tiers incendie ;
- Dommages éprouvés par le véhicule ;
- Multirisque ;
- Dommages causés aux occupants.

● ASSURANCE INCENDIE :

- Risques simples (biens meubles et immeubles) ;
- Risques industriels (châliers, usines).

● ASSURANCE TRANSPORT :

- Transports maritimes et fluviaux sur « Corps » et « Facultés » ;
- Transports terrestres sur « Corps » et « Facultés » ;
- Transports aériens sur « Corps » et « Facultés » ;
- Responsabilité civile.

● ASSURANCE ACCIDENTS ET RISQUES DIVERS :

- Assurance individuelle accident et accident du travail « extra-loi » ;
- Responsabilité civile « Exploitation » ;
- Responsabilité civile sportive ;
- Tous risques montage ;
- Tous risques chantiers ;
- Bris de machines ;
- Pertes de bénéfices.

2. — Pratique la réassurance dans le monde international des assurances.

3. — S'occupe de toutes les opérations de gestion locative, de vente et de location des immeubles ; assure tous les risques locaux.

Pour tous renseignements s'adresser à la Société Nationale d'Assurances Sonas : à Kinshasa : tél. 23051 - 23052 - 24190 - 25036 - 26324.

Télex : 21653 S.P. 3443.

En régie : dans tous les chefs-lieux.

Lire la Trimestrielle Zaïroise des Assurances « NGABU » pour votre information.

L'AMI et L'AMIZA pour un transport adéquat

l'organisation en Afrique

L'infrastructure commerciale de l'AMI en Afrique Centrale s'appuie sur 31 établissements, dont la compétence s'étend à une dizaine de pays. Ces bureaux, qui occupent ensemble plus de 2 500 personnes, sont soit des agences directes de l'AMI, soit l'extension de filiales ou de sociétés affiliées de droit local, constituées avec la participation d'intérêts nationaux. Dans le cadre du « connaissance direct AMI » et du « contenu AMI », leurs agents ont pour mission de surveiller le passage effectif de la marchandise d'un mode de transport à un autre, d'effectuer rapidement toutes les procédures administratives, de réserver l'espace d'entreposage, de sélectionner les moyens de transport les plus adéquats, en un mot, d'assurer la continuité du voyage.

AMIZAS : Agence de transport maritime et aérien, 10, rue de la République, 92000 Nanterre (France).

AMIZAS : Agence de transport maritime et aérien, 10, rue de la République, 92000 Nanterre (France).

AMIZAS : Agence de transport maritime et aérien, 10, rue de la République, 92000 Nanterre (France).

AMIZAS : Agence de transport maritime et aérien, 10, rue de la République, 92000 Nanterre (France).

Du développement de l'«habitat spontané» à la périphérie

«QUAND tu as une parcelle, tu ne peux même pas travailler, tu te débrouilles de gauche à droite pour vivre. Tu es chosé toi.» Cette réflexion montre l'importance que le Kinshais attache à la possession de sa parcelle à la périphérie de la ville. Son rôle est fondamental. La population vit autour, sinon plus, sur la parcelle qu'il possède. C'est également une nécessité. Le rationnement qui pousse le Kinshais à s'installer dans sa propre parcelle provient de son impossibilité d'être à la périphérie dans les anciens quartiers de la ville. Les prix de vente des parcelles bâties y sont considérables et sans commune mesure avec les revenus de la majorité des citoyens. Une parcelle bâtie dans un quartier équipé revient à plusieurs dizaines de milliers de zaires. La parcelle dans des zones d'extension est, dans les quartiers encore proches des zones équipées, évaluée de 500 à 1 000 zaires. Les prix pratiqués, en 1979, en sud de Kinshasa, à plus de 20 kilomètres du centre-ville, sont de 150 à 200 zaires (deux mois de salaire d'un agent de bureau).

Le développement de ce que les urbanistes appellent l'«habitat spontané» à la périphérie n'est pas seulement la conséquence de l'arrivée d'immigrants récents, mais aussi le fait de châtiments anciens qui persistent aux contraintes vécues. L'éloignement du centre et l'absence de tout équipement collectif.

Un schéma strict

Dans les débuts de Kinshasa, l'autorité coloniale organisa de façon très stricte les quartiers africains. Après avoir prouvé qu'il est difficile, qu'il a payé ses impôts, que ses pièces d'identité sont valides, qu'il est en bonne santé, l'indigène reçoit un lot de l'administration. L'emplacement du lot est déterminé par l'origine ethnique du travailleur, chaque lot étant regroupé en quartier. L'installation du travailleur dans sa parcelle doit se conformer à un schéma strict dicté par l'administration. «Le travailleur construit d'abord un petit logement, à l'extérieur, qui servira de bureau de cuisine, puis la clôture; enfin il entame la construction de son logement. Chaque lot reçoit une fosse arabe. Les clôtures se font en piquets en bois ou en bambou plantés en lignes droites. La parcelle doit être plantée d'arbres fruitiers et l'occupant doit entretenir un jardin potager.

Les anciens quartiers

A cette nécessité première viennent s'ajouter de multiples motivations déterminées par la condition de locataire. D'une manière générale, les ouvriers africains sont hébergés dans les anciens quartiers. Ils occupent un logement qui comprend, dans la plupart des cas, une salle de séjour, une ou deux chambres à coucher. Les loyers ne sont pas excessifs bien qu'ils soient élevés pour le niveau des salaires proposés. Mais, peut-être plus que le montant du loyer, les conflits fréquents avec le propriétaire au sujet de l'entretien de la parcelle, de la consommation d'eau, du règlement du loyer ou de son augmentation, aboutissent à des situations intolérables.

construit à plus de 80 % de la superficie.

Plus tard, dans les années 60, un remarquable effort fut accompli avec la création de l'Office des cités africaines, devenu depuis l'Office national du logement (O.N.L.). Kinshasa bénéficie de la majorité des investissements avec la construction de vingt mille logements. Accueillis avec réserve tant ils changeaient les habitudes acquises, ces logements collectifs, avec ou sans étage, étaient tout à fait convenables malgré l'extrême du pilotis. Le «bureau» réalisé par l'Office est de bonne qualité avec huisseries en métal, charpente en bois et toiture en plaques de fibrociment, peintures intérieures et extérieures. Ajouté à l'eau et à l'électricité, voire assainissement. Le plan en damier est abandonné. Les rues courbes apparaissent et on tient compte des déplacements pédestres. Des friches entières sont réservées à des équipements collectifs.

Les cités planifiées

Mais les cités planifiées, édifiées sur 1 200 hectares, restent inoccupées à nombre de personnes. Il fallait verser au départ un acompte de 10 % et honorer des traites mensuelles assez élevées pendant vingt ans. La location était pratiquement aussi chère. Les cités planifiées sont strictement originelles, à la fois par leur type d'habitat et par leur population de cadres moyens et d'employés qui, seuls, avaient un revenu suffisant pour accéder à un système perfectionné de location-vente.

L'autoconstruction

Elles connaissent aujourd'hui une forte densification et occupent la majeure partie du territoire de la hiérarchie des quartiers africains. Aucune réalisation de l'importance des cités O.N.L. n'a été entreprise depuis la fin d'un programme que l'on estime déjà insuffisant. Il y a plus de vingt ans.

La seule initiative intéressante fut la création, en 1971, de la Caisse nationale d'épargne et de crédit immobilier (C.N.C.I.). Etablissement bancaire habilité à procéder à la relance de la construction privée et à la promotion de logements sociaux, la C.N.C.I. n'a pas répondu à tous les espoirs qu'on avait mis en elle. Depuis dix ans, C.N.C.I. et O.N.L. ont permis la réalisation d'un millier de logements qui demeurent, par leur coût, hors de portée de la majorité des Kinshais.

Dans ces conditions, on comprend que l'autoconstruction soit la seule solution. Les zones d'extension sud et les quartiers périphériques représentent, à l'heure actuelle, les deux tiers de l'espace urbain destiné au logement de la population.

Quartiers d'autoconstruction joints par l'intermédiaire des chemins de terre, quartiers indisciplinés, mal structurés, on les reconnaît d'emblée par la médiocrité de leurs constructions. Les habitants essaient d'acquiescer de se loger et, dès qu'il en a les moyens, de construire en dur. Le premier obstacle est celui de l'acquisition de la parcelle.

La procédure officielle, parfaitement codifiée depuis les lois de la deuxième République, est longue et compliquée. L'autorité urbaine est pratiquement inopérante dans ces zones kinshais, et c'est en fait au gré de la tradition, le chef de terre lui-même, qu'on achète la parcelle. Le chef de terre viole la loi, certes, parfois de connivence avec l'administration locale, mais structure l'espace selon un ordre minimal par des distributions hiérarchisées dans des plans orthogonaux.

Au départ, le nouveau propriétaire installe très vite une construction d'attente en dur, de 2 m x 3 m ou de 3 m x 5 m, faite d'éléments de récupération : planches, tôles ondulées ramassées et filées, fils de fer, carreaux grossiers ou faïences de contre-plaqué. Il en résulte une construction hétéroclite, de petits, sans fenêtres souvent. C'est un abri provisoire.

On peut classer dans la même catégorie, les constructions bâties selon le mode traditionnel, cases en pisé notamment. Les maisons sont bâties par le propriétaire de la parcelle et sont faites de matériaux d'origine végétale ou de terre argileuse trouvés sur place. La maison est divisée par un paravent ou un rideau en deux pièces. La première, celle qui donne sur la rue, constitue le salon dans la journée et sert, la nuit, de chambre pour les enfants, qui dorment sur des nattes. La deuxième est réservée aux parents et sert de chambre à coucher.

Cet habitat, de faible qualité, donne une impression générale de pauvreté et de médiocrité qu'on n'a pas dans les villages, bien que les constructions y soient semblables. On assiste en milieu urbain à une répétition monotone sur de larges espaces de ce qui apparaît en brousse sous forme de petite roquette adossée et contrainte. Mais à Kinshasa, chaque année, la vague urbaine progresse de 700 hectares, et dix mille parcelles au moins sont mises en vente. Ces quartiers ne peuvent être assimilés à des bidonvilles. Ils n'en ont ni la densité (très faible) ni dix à quinze constructions par hectare sur des parcelles disposées en damier et souvent plantées d'arbres fruitiers) ni les formes d'organisation sociale.

Il s'agit en fait de constructions disséminées qui suffisent à marquer la propriété du migrant interne ou de l'immigrant récent.

La case en parpaing

L'aspect hétéroclite du quartier disparaît très vite avec l'édification de la case en parpaing qui fait suite à la construction d'attente. La case en parpaing constitue la majorité des constructions de l'agglomération (70 % des cas). C'est la version moderne des constructions traditionnelles et les formes sont semblables, et ce n'est, pour le lot, fait de tôles ondulées, mais souvent à un seul pas parce que la construction hétéroclite, de petits, sans fenêtres souvent. C'est un abri provisoire.

variée de 5 à 7 mètres, la longueur de 7 à 10 mètres, ce qui donne une superficie moyenne de 35 à 70 mètres carrés. La toiture, le futur occupant bâtit sa maison. Le propriétaire construit son maison avec lequel il fait un petit croquis de la maison en fonction de l'importance des travaux. Il achète des sacs de ciment par petites quantités au revendeur le plus proche. Un bricoleur réalise les parpaings : il est payé au sac de ciment et fait trente à quarante parpaings par sac. Le propriétaire s'occupe de l'achèvement des matériaux et de leur transport, participe avec sa famille aux travaux du maçon et celui-ci n'a pas d'outil, jerrycan, seul le travail entrepris et le maçon vient à manquer ou est une médiocrité sur le chantier (1). La construction, une fois entamée, avance assez vite et s'édifie en plusieurs mois de deux ans (plus de 80 % des cas). Mais les délais s'accroissent : le sac de ciment est passé de 180 zaires à 3,25 zaires en 1979. Il coûtait 10 zaires en 1979 et en vaut, à l'heure actuelle, plus de 15.

Monotonie

L'autorité administrative permet ainsi à la majorité des citoyens, à la suite d'efforts considérables, souvent démesurés, d'accéder à l'habitat. En ces habitats durement acquis, en dehors de toute planification, sans aide à la construction, sans coopération de matériaux — toutes choses qui pourraient être mises en place ou régénérées —, on voit de près la qualité des cités planifiées par l'O.N.L. Il présente l'inconvénient majeur de s'étendre à l'infini dans des quartiers monotones non équipés et sans activités intégrées au tissu urbain. Il est aussi le reflet des disparités de la société urbaine; contraste avec les ensembles résidentiels d'une minorité de nantis, et la richesse s'affirme par la taille et le luxe des constructions.

M. P.

(1) B.N.A.D. Cahiers. L'autoconstruction, 1978.

adéquat



OFFICE NATIONAL DES TRANSPORTS

Établissement public zairois

Sigle social : Boulevard du 30-Juin, Kinshasa

Adresse postale : B.P. 98 Kinshasa I, République du Zaïre
Tél. n° 21017 ONATRA ZR - Téléphone : 24761

- Ports Maritimes à Matadi, Boma et Banana.
- Transport fluvial des marchandises et voyageurs sur le Bas-Fleuve entre Matadi, Boma et Banana.
- Transport ferroviaire de Boma à Tchela pour les marchandises et par route pour les voyageurs.
- Transport ferroviaire de Matadi à Kinshasa des marchandises et voyageurs.
- Manutention au port fluvial de Kinshasa et dans les ports de l'intérieur du pays sur le fleuve Zaïre, la rivière Kasai et les affluents.
Notamment à Akula, Bandundu, Basankusu, Basoko, Batanga, Bena-Dibele, Boende, Bumba, Businga, Dongo, Kikwit, Kisangani rive droite, Kulu, Lisala, Lomela, Luebo, Lusambo, M'bandaka, Mangai et Pania-Mutombo.

— Transports fluviaux sur 12 174 km de voies d'eau exploitées pour le transport des marchandises et voyageurs.

En bref : Manutentions, Stockages et Transports du cargo par un système intégré d'acheminement.

Une liaison directe entre le monde extérieur et les cotransports desservant les zones éloignées de l'intérieur du Zaïre, dont le Shaba, via le port d'Ilebo et la Société Nationale des Chemins de fer du Zaïre.

Banque du Peuple

INSTITUTION DE DROIT PUBLIC

SIGLE SOCIAL : BOULEVARD DU 30-JUIN

B.P. : 400 - KINSHASA

Télégramme : PEOPLEBANK

Tél. : KINSHASA 21108 et 21202 — Téléphone : 25161 et 25165



35 Sièges et Agences à travers

la RÉPUBLIQUE DU ZAÏRE.

Tous reliés par phonie.

CORRESPONDANTS DANS LE MONDE ENTIER

dont les principaux sont :

- Banque Bruxelles Lambert
- Commerzbank
- Banque Nationale de Paris
- Banca Nazionale del Lavoro
- Bank of America
- Banque Belgo-Zaïroise.

(PUBLICITÉ)

En vue de maîtriser les circuits commerciaux de ses richesses minières et, suivant la démarche irréversible du « Guide de la révolution zaïroise », le citoyen Mobutu Sese Seko, Président de la République, visant à doter la République du Zaïre de tous les moyens susceptibles de lui procurer son indépendance économique,

LA SOCIÉTÉ ZAÏROISE DE COMMERCIALISATION DES MINERAIS

« SOZACOM »

Société d'État

constitue l'image d'une économie en développement

Par la création de la SOZACOM, l'interlocuteur unique pour des contrats sûrs et équitables, les consommateurs des produits miniers ont l'avantage de traiter directement avec le producteur.

Par sa présence constante dans tous les continents, la SOZACOM se tient à la disposition de tous ses clients en vue de leur assurer les meilleurs de ses services.

La Société zaïroise de commercialisation des Minerais, Société de vente d'envergure mondiale dans le secteur des métaux non ferreux, est, hors des frontières zaïroises, le feu vert de sa révolution politique, économique et culturelle.



POUR TOUT CONTACT

— Siège social : KINSHASA

Immeuble SOZACOM, Boulevard du 30-juin
Tél. 23676-23677
Télex : 23591 SOZACOM ZAIRE
B.P. 13998 KINSHASA I.

— Représentation Commerciale en Europe :

SOZACOM/RCE : 15, rue de la Loi
1040 Bruxelles
Tél. : 230-91-25
Télex : 21557 ZAICOM B.
Bureau à Paris : 5, rue Vernet - 75008 PARIS
Tél. : 720-60-02
Télex : 610177 SOZACOM.

مكتب الاتصال

le système « D »

PAR

chaque
jeu
aux
port
de l'afr

Le système «D» contre l'insuffisance des équipements collectifs

AVEC la croissance urbaine et l'habitat considérable de quartiers récents, l'insuffisance des équipements collectifs n'a cessé de s'affirmer. Elle est manifeste aujourd'hui dans l'ensemble de l'agglomération. Une population de plus en plus nombreuse doit résoudre chaque jour le problème de ses déplacements, de son alimentation, de l'éducation de ses enfants, de la maladie et des soins.

C'est sans doute le problème qui domine l'actualité avec celui de la santé. Les déplacements sont considérables. On estime, en 1975, les déplacements motorisés à 170 000 et les déplacements à pied à 1 300 000 voyages aller et retour chaque jour.

Les structures du réseau et des transports en commun apparaissent déficientes. La ville souffre d'un manque d'axes est-ouest et d'un maillage de voirie asphaltée insuffisant. Plus d'un million de Kinshasais vivent dans des quartiers inaccessibles aux véhicules ordinaires. La seule solution est d'aller à pied, et le temps consacré aux marches d'approche des stations de transports en commun est parfois considérable. Les employés se plaignent d'arriver à leur service « cassés par une marche de plusieurs heures ».

Les transports en commun étaient assurés jusqu'à une date récente par les deux compagnies officielles O.T.C.2 et S.T.T. L'état du parc était devenu à ce point critique qu'une nouvelle société a été créée : la Sotras, qui, avec trois cent cinquante autobus modernes, a permis de remédier, en partie, à une situation devenue critique. Il n'est pas moins vrai que seules les lignes principales restent convenablement desservies. Il faut encore prendre d'assaut les bus aux heures de pointe. Cette aînée grise des sources de revenus les plus sûres de Kinshasa continue à fournir au public un moyen de transport motorisé.

Il existe une foule de transporteurs. Cela va du particulier, propriétaire de un ou deux taxis à l'homme d'affaires qui entretient plusieurs camionnettes, mini-bus ou taxis, à l'entrepreneur ou à la société qui gère un parc de camions som-

mairement carrossés et aménagés (plusieurs dizaines parfois), de type Mercedes ou Toyota de 8 à 10 tonnes. Ce sont les « Pula-Pula ». Le principe est simple, le véhicule est loué à la journée au chauffeur et à son équipe de voyageurs, au nombre de deux, en général, par camion. Le montant forfaitaire est versé chaque soir au « patron » : tout ce qui est perçu au-delà revient à l'équipe ou au chauffeur qui assure le transport. On imagine à quel train et à quelle surcharge sont soumis les véhicules pour obtenir le maximum de rendement. Dans la plupart des cas, les conditions de transport sont dangereuses et les normes élémentaires de sécurité bafouées. Mais ces transports ont l'avantage d'être rapides.

Le puits et le marchand

A la suite d'investissements importants, l'infrastructure de base est pratiquement suffisante pour satisfaire à toute demande d'alimentation en eau et en électricité et aller jusqu'au consommateur. Le problème actuel réside dans la politique de distribution et de commercialisation après le plus grand nombre. En effet, la majeure partie de la population ne peut accéder au réseau public d'adduction d'eau et les habitations pourvues de l'électricité reçoivent finalement la ville de 1960 avec, toutefois, des avancées le long des grands axes latéraux, dix mètres sur sept ne disposent pas de l'électricité, cinq mètres sur six n'ont pas l'eau.

La population des zones non desservies par le Régionsse recourt à plusieurs procédés pour son alimentation en eau. Le système le plus répandu est celui du puits. La majorité des habitants des extensions sud et des quartiers périphériques s'approvisionnent dans la nappe phréatique à partir de puits sommaires, parfois profondes d'une dizaine de mètres lorsqu'ils sont sur les interfluves ou sur les terrasses alluviales. Le puits est individuel et situé sur la parcelle. On rencontre également au bord des cours d'eau, sur les berges, près d'un gué, des séries de puits montés sur des échelles de bois ou d'un vieux réservoir, chacun représentant un puits collectif, où vont les femmes le matin.

Tout répandu également est le système de la « location ». On est « locataire » d'un aboimé de la Régionsse qui concède l'accès au robinet situé dans sa parcelle ou du propriétaire d'une pompe à main montée sur un petit cimenté. Dans les deux cas, le contrat est basé sur la confiance réciproque. La redevance est fixe (environ 3 salaires par mois en 1975) et les limites de la consommation ne sont pas d'actualité.

On prend ce dont on a besoin dans la limite du raisonnable. Le prix est d'ailleurs variable suivant qu'on est membre de la famille, ancien et fidèle client et nouveau venu. Mais la corvée d'eau peut durer plusieurs heures. Le « marchand d'eau » peut élever en effet d'une clientèle fixe de plusieurs dizaines d'abonnés qui, tous les deux ou trois jours, font la queue et assurent largement le paiement des factures et le coût de l'installation.

L'ampleur de la tâche et la crise économique actuelle ne semblent pas avoir permis aux pouvoirs publics de financer des opérations de déviation de grande envergure, à l'échelle de besoins qui sont énormes dans le domaine de l'enseignement et de la santé.

Aussi voit-on plutôt, à côté de réalisations prestigieuses (Voie du Zaïre, Centre de commerce international), des opérations ponctuelles qui ne peuvent suffire à résoudre ou à améliorer sensiblement les données d'ensemble. Une initiative intéressante a été lancée avec la « Sotras » : chaque personne devait donner un jour de travail par semaine (le samedi) à l'Etat. Cette mesure a permis de creuser les fosses, de nettoyer les rues et d'entretenir certains canaux d'eau. Des écoles furent édifiées : Kalambi, Kasa-Vubu, Benda-hungwa, Kijiji, Sciamba... Mais les efforts et l'enthousiasme des premiers mois ne furent pas de long terme. On ne peut que constater la lenteur de l'œuvre.

Un seul équipement semble avoir suivi la croissance urbaine

en raison d'un souci constant d'implantation. Il concerne l'équipement religieux. Les missions catholiques, protestantes, kinshangaises, sont présentes dans toute la ville et constituent dans les zones périphériques le seul « équipement » où elles offrent à la population un ensemble cohérent de services. On rencontre presque toujours, à côté de l'église, l'école et un centre de soins. Souvent, un foyer social ou une salle dotée de livres est mis à la disposition des gens du quartier. Des projections sont organisées. Les missions constituent, par l'ait trait qu'elles exercent, par la qualité de leurs bâtiments et des services dispensés, par leur réseau dense enfin, des pôles privilégiés de l'espace urbain.

Lieux d'exaspération

Les sociétés et les organismes gros employeurs se substituent aux organismes publics. Ils assurent de plus en plus le transport de leurs agents et effectuent des circuits de ramassage avec un matériel autonome dont il assure l'entretien. Ils pourvoient également aux frais de scolarité, santé, etc. La « prise en charge », qui était une tradition coloniale, est toujours attendue. Ce service coûte cher, mais sans lui les risques de blocage seraient sans doute trop forts.

Cependant, il est bien évident que les réponses personnelles ou ponctuelles à la pauvreté urbaine, qu'elles soient le fait des citoyens eux-mêmes ou d'organismes particuliers, restent des solutions limitées. Elles satisfont plus l'individu que la ville. La solution est ailleurs. Comme le disait un Kinshasais : « On est comé de partout. Si on n'augmente pas le prix au marché, la quantité vendue est fractionnée. Si la course de taxi-bus n'est pas doublée, la distance est divisée par deux. Si tu veux quelque chose, il faut le corrompre... » Lieux d'exaspération des différences, lieux de souffrance et de chômage, les villes africaines de gigantesque ne sont-elles que

des centres de cristallisation de la pauvreté et, quelquefois, de la violence ? On assiste à Kinshasa comme dans la plupart des métropoles tropicales, à un appauvrissement continu du niveau de vie du plus grand nombre, à une surcharge et à une dégradation des quartiers anciens, au développement d'une couronne périphérique toujours plus grande, sous-instruite et misérable.

Ainsi la population distingue couramment deux villes : « la ville européenne » et « la ville du Zaïre », mais, ajoute-t-on, « dans la ville européenne il y a des quartiers riches ». Pour les quartiers, la perception de l'espace est plus complexe. Trois niveaux sont retenus.

— « Les quartiers des bourgeois », « les quartiers riches », « les quartiers ministériels », « les quartiers de diplomates », de Buzza, de Gombe, de la « Ville » ;

— « Les quartiers des gens moyens », « les quartiers moyens », « les quartiers des gens bien », « les quartiers de la bourgeoisie », « les quartiers de la bourgeoisie », « les quartiers de la bourgeoisie » ;

— « Les quartiers pauvres », « les quartiers de la basse classe », « les quartiers des nouveaux venus à Kinshasa », « les quartiers des paysans », des « étrangers » pris en bloc aux quelles on adjoint parfois les quartiers des étudiants cités.

« Ce que je pense de Kinshasa, c'est qu'il n'y a pas d'organisation. Les responsables — ceux qui habitent les grands quartiers — ne font pas leur travail et ne pensent qu'à eux-mêmes. » « Ce qui manque le plus, c'est l'organisation. Il y a un laisser-aller des autorités face aux gens qui exploitent la population. La corruption est partout. »

On a, au terme de nombreuses discussions avec le citoyen, le sentiment d'une société désolée, voire bloquée, avec pour le plus grand nombre un comportement de préoccupation constante engendré par la précarité du quotidien.

Est-ce à dire que seules les solutions de désespoir soient à envisager ? Elles sont possibles. Kinshasa a déjà connu, comme certaines grandes villes tropicales, de vives tentatives politi-

ques. Ces dernières années ont été marquées par un mécontentement profond et grandissant de la population qui dit et manifeste ouvertement — ce qui n'était pas le cas au début des années 70 — son désaccord avec la gestion du pays. Les dernières élections municipales ont été particulièrement suivies et nombreuses sont celles qui ont découvert ou espéré qu'un jour pourrait venir également dans leur pays le « changement ».

La tendance est de ne pas croire que les traits négatifs d'une urbanisation galopante. Cependant, force est de constater le pouvoir d'acceptation et d'adaptation des masses urbaines. L'opposition n'est pas vraiment organisée et facilement jugulée.

Le prestige du président est encore suffisamment grand pour que des paroles apaisantes et de vagues promesses calment les esprits. Le modèle urbain que propose Kinshasa n'est pas rejeté et l'antagonisme entre classes sociales n'apparaît pas évident. Richesse et misère, même mixées de proximité, sont, honnêtement, enfin, on ne peut contester le dynamisme et les potentialités de la société urbaine ni les mutations induites par la formidable croissance des villes africaines.

Cette croissance est indubitable. On parle de retour au village. Mais qui voudrait réellement retourner « dans l'intérieur » après avoir connu Kinshasa ? De toutes les interviews qui ont été faites à ce sujet, aucune réponse ne se dégage dans ce sens.

Le prestige de la ville est intact. Kinshasa est sublimée à chaque instant et l'on comprend que le village n'est que le poste de départ pour aller à « Kin la Belle », soit séduire. On comprend également que les jeunes diplômés de l'université ne veulent pas aller « se brosser » ni « manipuler la charrue » d'occuper un jour à une loterie, mais possible, parcelle de pouvoir et à la main détrempée. Les gens ont une conscience. Est-ce pour cela qu'on accepte que reculent un peu plus chaque jour les frontières du supportable et qu'on parle de « miracle Kinshasa » ?

MARC PAINE.

PARIS

chaque jeudi aux portes de l'Afrique

... On peut parfois rêver de grands espaces...

De retour aux sources, de communion avec la nature... on peut rêver de rencontres avec d'autres gens, d'autres cultures... bref, on peut rêver de partir...

Si vous êtes de ceux qui rêvent d'inoubliable, nos charmantes hôtesse vous attendent à Roissy, chaque jeudi soir, sur nos DC 10 à destination de Kinshasa.

Pour tous renseignements

Veuillez vous adresser à notre Agence

Avenue de l'Opéra PARIS - Tél. : 742.08.94

AIR Zaïre

le plaisir de partir...

PARIS

هكذا هو الحال

L'examen du budget à l'Assemblée nationale

DÉFENSE : LA CONTINUITÉ EN QUESTION

L'opposition d'aujourd'hui à beau jeu de rappeler que la gauche ne s'est jamais associée à l'effort de la nation en faveur de sa défense en votant les crédits qui lui sont consacrés chaque année par la loi de finances. Vendredi 19 novembre, à l'Assemblée nationale, les porte-paroles des groupes R.P.R. et U.D.F. l'ont fait entendre avec une telle insistance que les gaullistes n'en voteront pas le budget de la défense.

Cette attitude est-elle définitive ? On se souvient qu'un socialiste, M. Charles Hernu, M. Lucien (R.P.R., Paris) pouvait ignorer quand adoptant la même attitude que le P.S. et le P.C. qu'il était en présence du général de Gaulle.

Aujourd'hui, il ne se sentait dans une position difficile au regard à leur constant refus de reconnaître la nécessité, surtout, la force nucléaire française créée par le général de Gaulle

[illegible][illegible][illegible][illegible]

La défense est apparue comme avant tout soucieuse de se poser en défenseur d'une certaine idée de la défense française, qui n'est rien, pour le moment, diffé-
rente de celle qui a prévalu jus-
qu'à

La France, a poursuivi M. Her-
noux, membre de l'alliance atlanti-
que, entend contribuer à la
défense commune, mais c'est un
pays qui se trouve toujours placé,
lors des choix décisifs, *à sa place*
lors de lui-même. De même

[illegible]

Quant aux deux décisions importantes annoncées par le ministre de la défense — un marin ouïsière lanceur d'engins (S.N.L.R.), le fait que les armées pourraient être dotées du missile américain "Piton" et le missile tactique Hadès, — elles n'ont pas provoqué de satisfaction visible de la part des députés. Mais il est évident qu'en prévoir de telles décisions (*Le Monde* du 14 novembre).

LAURENT ZECCHINI

LAURENT ZECCHINI.

La France renforce son arsenal nucléaire

(Suite de la première page)

[illegible]

tionnel de ce nouveau système d'armes tactiques est sur fire à l'essai.

Selon M. Jacques Hugué des Etages, député socialiste de la Nièvre et rapporteur de la commission de la défense, « il s'agit d'engins à tir direct, à portée de 200 kilomètres, deux lanceurs étant installés sur un porteur à roues, ce qui en fait un système d'armes beaucoup plus mobile que

Ce renforcement de l'arsenal nucléaire tactique de la France a été décidé par le général de Gaulle alors que M. Hertz, dans le même temps, a jugé « logique » et « raisonnable » l'installation de l'arme atomique sur rampes de lancement souterraines.

JACQUES ISNARD

**FONCTION PUBLIQUE : politisation
et transparence**

M. Anquet Le For, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives, a rendu compte, devant l'Assemblée nationale, vendredi 13 novembre, de l'action qu'il a menée depuis quatre mois et demi. Il a cité les différents arrêtés publiés à son initiative, et dont l'un, portant sur l'utilisation des locaux administratifs pour des motifs autres que les activités de service — « c'est-à-dire pour des activités politiques » — avait provoqué une controverse qui devait trouver un écho dans l'hémicycle.

Le ministre a traité, ensuite, ses négociations avec les organisations syndicales, qui avaient obtenu la reconnaissance officielle d'un accord salarial par le F.O., la C.F.T.C. et la Fédération des enseignants. Le ministre a «relaté» d'ailleurs, par les déclarations de M. André Béranger, la C.G.T. (la C.F.D.P. et la C.G.C. se signant aussi) et de son directeur, M. Paul Béranger, et de M. André Béranger, secrétaire général de F.O., qui le 11 novembre 1954, avait déclaré que la politique constructive dans la fonction publique, en soulignant la responsabilité des syndicats, avait permis de faire signer, à la fin de l'année, 12 accords prévoyant la signature, à la fin de l'année, de 12 accords de conciliation.

M. Bergeron a eu droit à une seconde réponse du ministre, pourtant, celle-ci, sur les accusations de politisation de la fonction publique que le dirigeant de F.O. avait adressées aux ministres communistes. « Je méprise les affirmations anticomunistes et les discours trinitariens qui rappellent une époque révolue », a-t-il répondu.

[illegible]

M. BERGERON : PAS DE LISTE NOIRE

M. André Bergeron s'est déclaré, vendredi 13 novembre, dans une interview accordée à l'AFP, « sité par l'intermédiaire d'un député de ses propos concernant le comportement des ministres communistes ».

M. Bergeron, qui présidait un meeting de F.O. à Mont-de-Marsan, a déclaré :

Pour sa part, M. Le P. ministre de la fonction publique ancien sénateur (P.C.) Hauts-Loire, a déclaré :

« Je ne suis pas de ce terre, devant nous ce n'est là »

« Ma tâche n'est rien à voir »

« ce calculé ardent, dénué »

« de la partie de »,

« à l'heure »,

« à l'heure »,

Il s'agit de la question de dresser le ne sais quelle liste noirs ou autres. Tout cela ne tient pas debout. Nous voulons simplement que les ministres communistes se conduisent convenablement à l'égard des organisations F.O. car cela c'est pas le cas. Nous le dirons en public. » Il a ajouté : « hommes de droite pour appréciations, d'ailleurs mer gère, sur le sort de quelques dizaines de très haute loi naïves, et ils les épouvanteront subitement, à la mesure deux millions cinq cent agents de l'Etat, afin de ne faire croire à une épou-

● L'Académie des sciences d'outre-mer, que préside M. André Bismont, a pris acte d'un projet de suppression de l'école du service de santé des armées de Bordeaux (ex-Ecole de santé navale et coloniale), qui serait destinée à être intégrée à l'école du service de santé militaire de Lyon.

« Tout en ayant la notoriété de l'École de Lyon, l'Académie des sciences d'outre-mer tient à souligner le passé éminent et la spécificité de l'École de santé de Bordeaux. Grâce à elle et pendant la période coloniale, la France a pu obtenir en matière de médecine et de pharmacie tropicales des résultats considérables recon-

En revanche, les conditions dans lesquelles l'engagement est pris de remplacer le chimiste demeurent plus mal connues. Le ministre n'a pas été très exact. Il est vrai que les militaires et leurs partisans socialistes et leurs partisans communistes, jusqu'au sein du gouvernement, ont toujours exprimé des réserves, voire

L'Académie a émis le vœu « que l'école de santé des armées de Bordeaux soit maternelle : que, dans le cadre de la coopération avec les pays d'outre-mer, elle retrouve et renouvelle son rôle éminent et spécifique en matière de médecine et de pharmacie tropicales ».

● Recevant les journalistes, M. Pons, secrétaire général du R.P.R., a notamment déclaré : « Je ne crois pas à l'existence de

différences profondes entre le parti communiste et le parti socialiste, ce qui se traduit notamment par une simple escouade. M. Bernard Pons a ajouté : « Les nouvelles forces socialistes est de plus en plus grande. L'observateur, l'incrimination, et l'incrimination, ainsi que la pratique du terrorisme intellectuel, caractérisent les nouveaux socialistes du P.S. Le parti socialiste est tout cela et cela est l'élément pour le bon fonctionnement de notre démocratie ».

François BENOIST
CHEZ LES ANGES
16, Boulevard de Latour-Maubourg, Paris 7
☎ 705.87.66

**OUVERT LE SAMEDI
ET LE DIMANCHE MIDI**

Quelques incidents à la fin d'une manifestation < pour le service à six mois >

Répondant aux manifestants qui ont défilé dans Paris, vendredi 13 novembre, pour la réduction du service à six mois, M. Charles Hernu, ministre de la défense, s'est félicité qu'aient été reçus par des élus de la majorité. - Le septennat du sept ans, a-t-il dit à TF 1, les mesures seront prises en fonction des missions stratégiques et des problèmes qui se posent.

- La question, a-t-il ajouté, est: Est-ce qu'il y a des menaces
est-ce qu'il n'y en a pas? Est-ce qu'il faut défendre la France
est-ce qu'il ne le faut pas? - Il a poursuivi: - M. François
terrand est un homme de parole, et toutes les mesures qu'il a
promises pendant sa campagne seront tenues sous son septennat.

[illegible]

tyens... — puissent se lever prochainement à une telle fureur. Appréhensions, inquiétudes, craintes, pas de taille : une fois prêtendait pour le service à dix nuits... tout de suite... — aurais pu le servir... — se dit... — En fait, les deux collègues étaient justapostés, les éloges du consocietisme légal et des fluctuations du régime... — le premier parole du groupe concurrent pour qu'il déraillât un peu... « Or l'ignora », devint à nouveau un des premiers à se lever et à se précipiter avec leurs draps perdus, nous refaisaient contre eux l'unité de cette compagnie.

Un grand classiste clameur à la fin de la manifestation : pour les plaques sur le minuscule bâtiment de la police... — le barre d'écrou du ministre... — une trentaine d'... — contre... — les camarades s'y... — lieux... — une charge de G.R.F.S. était surprise et, en fait, les... — l'histoire... — les... — taine de policiers en civil, qui... — palme deux ou trois manifestants... — la seule façon d'être... — le jour... — assez long et qu'elle avait été...

La plupart des manifestants restaient pourtant optimistes. « Ça va venir, ça va venir », affirmait David, un des principaux animateurs, au

NICHOLAS BEAUM



AFFAIRES

LE MUSÉE SCHLUMPF
A ÉTÉ VENDU POUR
44 MILLIONS DE FRANCS

La collection de voitures anciennes des frères Schlumpf a été vendue, vendredi 18 novembre, pour 44 millions de francs, à l'Association du musée de l'automobile de Mulhouse.

La collection de quelques quatre-vingt-trois automobiles anciennes réunies par les frères Schlumpf, au temps de leur splendeur, est désormais la propriété de l'Association du musée de l'automobile de Mulhouse, constituée par des particuliers régionaux, ainsi que des représentants du Comité du salon de l'automobile et de la société Techard.

Cette vente met fin à une longue procédure, qui a fait suite à l'occupation par les occupants, en mars 1977, du musée d'automobiles anciennes, constitué, à Mulhouse, par les frères Schlumpf. Le Groupe lesieur des industries automobiles, composé d'un tiers dans le Nord et de deux tiers dans le Sud, avait été placé sous administration judiciaire au mois de juin 1978. Les voitures anciennes, considérées comme un « papier », par les représentants syndicaux, avaient été classées « monuments historiques » par décret, paru le 14 avril 1979 au Journal officiel.

LE P.-D. G. DE THOMSON-C.S.F.
TÉLÉPHONE DONNE
SA DÉMISSION

M. Marc de Saint-Denis, P.-D. G. de Thomson-C.S.F., téléphone donne, vient de démissionner de ses fonctions. Il est remplacé à ce poste par M. Jacques Darnaud, directeur délégué de Thomson-C.S.F., responsable de la branche télécommunications et informatique. M. Marc de Saint-Denis, qui a été directeur général adjoint de Thomson-C.S.F., devient conseiller de M. Jean-Pierre Bonyon, P.-D. G. de Thomson-Brandes et de Thomson-C.S.F.

(La démission de M. Marc de Saint-Denis marque un nouvel épisode dans l'histoire de Thomson-C.S.F. qui a été plusieurs fois au sein de Thomson-Brandes et Thomson-C.S.F. M. de Saint-Denis, ancien dans le groupe, avait été nommé à ce poste en septembre 1979, et permit une accélération de la fusion des deux sociétés.

M. José Rodriguez, l'un des dirigeants de S.E.M., succède à la présidence de la Fédération Française de l'Énergie et de l'Électricité. Le ministre de l'Énergie et des Finances avait demandé à ce poste à être reconduit à ce poste en raison de ses nouvelles fonctions. Fondé en 1978 par M. J. Delors, Rodriguez et Projé, M. J. Delors, le ministre de l'Énergie et des Finances avait demandé à ce poste à être reconduit à ce poste en raison de ses nouvelles fonctions.

CONJONCTURE

L'indice provisoire
de l'INSEE

HONORAIRES MÉDICAUX
ET LOYERS EXPLOIENT
POUR PARTIE LA HAUSSE
DES PRIX EN OCTOBRE

La hausse des prix de 1,3 % en octobre — indice provisoire — en progression mensuelle de deux points importants, les honoraires des professionnels médicaux et les loyers et charges locatives, a entraîné la hausse de l'indice de la consommation de 1,3 % en octobre. Les honoraires des professionnels médicaux (médecins, infirmiers, dentistes) ont été les plus élevés des entreprises nationales — notamment des banques — sont fortement supérieurs à ceux de la fonction publique, et par conséquent à ceux des entreprises privées.

Les effets de loi sur la modulation des loyers, le décret du 4 novembre 1980, ne devraient pas faire baisser la hausse de l'indice de la consommation de 1,3 % en octobre. Les effets de loi sur la modulation des loyers, le décret du 4 novembre 1980, ne devraient pas faire baisser la hausse de l'indice de la consommation de 1,3 % en octobre.

RÉGIONS

ILE-DE-FRANCE
Les Bâtiments de France veulent être consultés
sur les emplacements des sanisettes
installées dans la capitale

Les Bâtiments de France veulent être consultés, comme le prévoit la loi, sur les emplacements des sanisettes à installer dans la capitale. Les Bâtiments de France veulent être consultés, comme le prévoit la loi, sur les emplacements des sanisettes à installer dans la capitale.

Avant de se lancer dans cette opération, la municipalité de Paris a demandé à la Direction des Bâtiments de France de lui faire connaître les emplacements des sanisettes à installer dans la capitale. Les Bâtiments de France veulent être consultés, comme le prévoit la loi, sur les emplacements des sanisettes à installer dans la capitale.

Faits et projets

UNE UNIVERSITÉ
POPULAIRE À NICE

« Promouvoir la culture populaire méditerranéenne », c'est l'objectif de la création de l'université populaire de Nice sur l'initiative de M. Max Gallo, député P.S. des Alpes-Maritimes.

Présidé par l'écrivain et historien Claude Mancelon, cette université qui se veut « un lieu de rencontre et d'ouverture » fonctionnera autour de conférences, débats, ateliers, toutes les cinq à six semaines sur des thèmes les plus divers. Ainsi y participera-t-on aussi bien de la fête à Nice que de la violence à Nice ou des femmes à Nice.

Examen du parti socialiste (M. Max Gallo) en est un des principaux animateurs et son siège est provisoirement celui de la section du parti socialiste. L'université populaire de Nice est assurée par les cotisations de ses membres (35 francs pour un membre, 10 francs pour un adhérent) et par les membres bienfaiteurs. L'université populaire de Nice est assurée par les cotisations de ses membres (35 francs pour un membre, 10 francs pour un adhérent) et par les membres bienfaiteurs.

OPTIMISME MODÉRÉ
POUR LA GRANDE PÊCHE

Indoctrinables de l'image que l'on se fait du port de Saint-Malo, les pêcheurs de la grande pêche, ont dû procéder à un redéploiement et à une importante reconstruction de leur flotte, envisagée avec un certain optimisme. La grande pêche, deux cents emplois et trois chalutiers (Victor-Pierre, Joseph-Robert et Capitaine-Pierre II) : un si petit actif peut sembler une déception pour un port qui se souvient des terribles destructions de son flotte, tant, si l'on compare d'un trait l'échec d'une expérience agricole à la réussite d'une autre, sur les bords de l'océan. Les pêcheurs de la grande pêche, ont dû procéder à un redéploiement et à une importante reconstruction de leur flotte, envisagée avec un certain optimisme.

ENVIRONNEMENT
INTERNATIONAL :
LA FAILLITE

C'est un échec simultané en 1980, le dixième anniversaire et les limitations du programme des Nations unies pour l'environnement ? Le PNUE fut fondé en 1972 pour promouvoir une coopération internationale dans le domaine de l'environnement. Parmi celles-ci, les Nations unies ont adopté la Déclaration de Stockholm en 1972, qui a été suivie de la Conférence mondiale sur l'environnement à Stockholm en 1972.

Pourquoi nationaliser ?

(Suite de la première page.) En choisissant Churchill, en juillet 1946, alors que la dernière guerre mondiale n'était même pas terminée, les chefs de la gauche britannique ont fait un choix qui a été justifié par la nécessité de la nationalisation. Les chefs de la gauche britannique ont fait un choix qui a été justifié par la nécessité de la nationalisation.

Point de vue
Faut-il construire un T.G.V.-Ouest ?

par P.-Y. LE RHUN (*) Quel bénéfice la Bretagne tirerait-elle du T.G.V.-Ouest, en outre de la réduction du temps de trajet ? Le T.G.V.-Ouest, en outre de la réduction du temps de trajet, offrirait-il des avantages économiques ? Le T.G.V.-Ouest, en outre de la réduction du temps de trajet, offrirait-il des avantages économiques ?

Correspondance

Cattemon, la centrale
des quatre nations

Après notre article sur la centrale nucléaire de Cattemon (le Monde de 12 octobre), nous recevons de M. Jules Stoll, directeur de la centrale de Cattemon, les commentaires suivants.

EN EUROPE
A LA TELEVISION
LA PRESSE
EN ARGENTINE

Philippe Chauchard, directeur de la presse de la télévision argentine, nous a écrit pour nous remercier de notre article sur la presse en Argentine.

PRESSE ACTUALITE

Le mensuel qui vous donne sur l'actualité de la presse, vous ne le trouvez pas ailleurs. Dans le numéro de novembre : AU COEUR DE L'AFGHANISTAN, EN EUROPE, A LA TELEVISION, LA PRESSE, EN ARGENTINE.

Eviter l'internationalisation

Le slogan du nouveau pouvoir : l'internationalisation pour éviter l'internationalisation. Le slogan du nouveau pouvoir : l'internationalisation pour éviter l'internationalisation. Le slogan du nouveau pouvoir : l'internationalisation pour éviter l'internationalisation.

AVIS
A SOCIÉTÉS
PÉTROLIÈRES

S.A.B.I.L. vend cartes de paiement à plus d'un million de francs. Avis aux sociétés pétrolières.

AVIS
A SOCIÉTÉS
PÉTROLIÈRES

S.A.B.I.L. vend cartes de paiement à plus d'un million de francs. Avis aux sociétés pétrolières.

AVIS
A SOCIÉTÉS
PÉTROLIÈRES

S.A.B.I.L. vend cartes de paiement à plus d'un million de francs. Avis aux sociétés pétrolières.

AVIS
A SOCIÉTÉS
PÉTROLIÈRES

S.A.B.I.L. vend cartes de paiement à plus d'un million de francs. Avis aux sociétés pétrolières.

AVIS
A SOCIÉTÉS
PÉTROLIÈRES

S.A.B.I.L. vend cartes de paiement à plus d'un million de francs. Avis aux sociétés pétrolières.

AVIS
A SOCIÉTÉS
PÉTROLIÈRES

S.A.B.I.L. vend cartes de paiement à plus d'un million de francs. Avis aux sociétés pétrolières.

AVIS
A SOCIÉTÉS
PÉTROLIÈRES

S.A.B.I.L. vend cartes de paiement à plus d'un million de francs. Avis aux sociétés pétrolières.

AVIS
A SOCIÉTÉS
PÉTROLIÈRES

S.A.B.I.L. vend cartes de paiement à plus d'un million de francs. Avis aux sociétés pétrolières.

AVIS
A SOCIÉTÉS
PÉTROLIÈRES

S.A.B.I.L. vend cartes de paiement à plus d'un million de francs. Avis aux sociétés pétrolières.

AVIS
A SOCIÉTÉS
PÉTROLIÈRES

S.A.B.I.L. vend cartes de paiement à plus d'un million de francs. Avis aux sociétés pétrolières.

CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

L'euro-marché

Foudroyante reprise

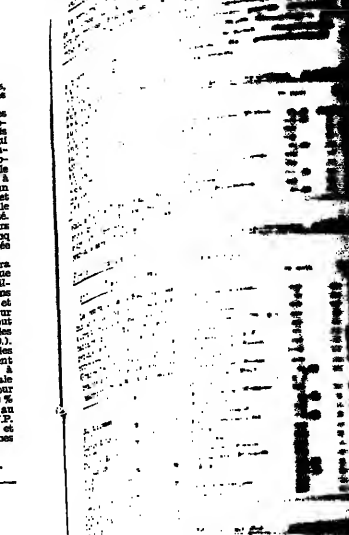
La foudroyante reprise du marché obligataire s'est poursuivie ces samedi et dimanche. Cette semaine, les émissions ont été de 10 milliards de dollars, l'encours à pratiquement tous les principaux marchés des capitaux du monde. Sous l'effet de la baisse continue et maintenant considérable des taux d'intérêt, les investisseurs ont été attirés par les obligations à court et moyen terme sur le marché des capitaux du monde. Sous l'effet de la baisse continue et maintenant considérable des taux d'intérêt, les investisseurs ont été attirés par les obligations à court et moyen terme sur le marché des capitaux du monde. Sous l'effet de la baisse continue et maintenant considérable des taux d'intérêt, les investisseurs ont été attirés par les obligations à court et moyen terme sur le marché des capitaux du monde.

Pour sa part, la Transoceanic Pipelines Ltd. a obtenu un prêt de 100 millions de dollars, l'encours à pratiquement tous les principaux marchés des capitaux du monde. Sous l'effet de la baisse continue et maintenant considérable des taux d'intérêt, les investisseurs ont été attirés par les obligations à court et moyen terme sur le marché des capitaux du monde. Sous l'effet de la baisse continue et maintenant considérable des taux d'intérêt, les investisseurs ont été attirés par les obligations à court et moyen terme sur le marché des capitaux du monde.

Le marché monétaire

La grande baisse américaine

Cette fois-ci, ce n'est pas le marché monétaire qui est en mouvement. C'est le marché des changes qui est en mouvement. C'est le marché des changes qui est en mouvement. C'est le marché des changes qui est en mouvement. C'est le marché des changes qui est en mouvement. C'est le marché des changes qui est en mouvement. C'est le marché des changes qui est en mouvement. C'est le marché des changes qui est en mouvement. C'est le marché des changes qui est en mouvement. C'est le marché des changes qui est en mouvement.



Les devises et l'or

Résistance du dollar et flambée du franc suisse

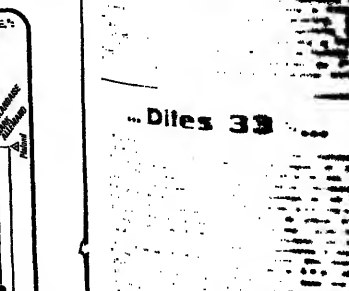
Le dollar a affirmé une surprise résistance au week-end, malgré l'accumulation de la baisse des taux d'intérêt. Le dollar a affirmé une surprise résistance au week-end, malgré l'accumulation de la baisse des taux d'intérêt. Le dollar a affirmé une surprise résistance au week-end, malgré l'accumulation de la baisse des taux d'intérêt. Le dollar a affirmé une surprise résistance au week-end, malgré l'accumulation de la baisse des taux d'intérêt. Le dollar a affirmé une surprise résistance au week-end, malgré l'accumulation de la baisse des taux d'intérêt.

Le franc suisse a connu une flambée au week-end, malgré la résistance du dollar. Le franc suisse a connu une flambée au week-end, malgré la résistance du dollar. Le franc suisse a connu une flambée au week-end, malgré la résistance du dollar. Le franc suisse a connu une flambée au week-end, malgré la résistance du dollar. Le franc suisse a connu une flambée au week-end, malgré la résistance du dollar.

Les matières premières

Nouvelle baisse des métaux et du caoutchouc

Le déclin du boyer de l'argent en bourse, elle tend même à se généraliser. Mais elle n'a pas d'impact sur les marchés monétaires. Le déclin du boyer de l'argent en bourse, elle tend même à se généraliser. Mais elle n'a pas d'impact sur les marchés monétaires. Le déclin du boyer de l'argent en bourse, elle tend même à se généraliser. Mais elle n'a pas d'impact sur les marchés monétaires.



Cours des principaux marchés du 13 novembre

Marché	Cours
Or (1981)	121,5
Argent (1981)	121,5
Platine (1981)	121,5
... (autres marchés)	...

Marché	Cours
Or (1981)	121,5
Argent (1981)	121,5
Platine (1981)	121,5
... (autres marchés)	...

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

Marché	Cours
Or (1981)	121,5
Argent (1981)	121,5
Platine (1981)	121,5
... (autres marchés)	...

Marché	Cours
Or (1981)	121,5
Argent (1981)	121,5
Platine (1981)	121,5
... (autres marchés)	...

Le déclin du boyer de l'argent en bourse, elle tend même à se généraliser. Mais elle n'a pas d'impact sur les marchés monétaires. Le déclin du boyer de l'argent en bourse, elle tend même à se généraliser. Mais elle n'a pas d'impact sur les marchés monétaires. Le déclin du boyer de l'argent en bourse, elle tend même à se généraliser. Mais elle n'a pas d'impact sur les marchés monétaires.

Le déclin du boyer de l'argent en bourse, elle tend même à se généraliser. Mais elle n'a pas d'impact sur les marchés monétaires. Le déclin du boyer de l'argent en bourse, elle tend même à se généraliser. Mais elle n'a pas d'impact sur les marchés monétaires. Le déclin du boyer de l'argent en bourse, elle tend même à se généraliser. Mais elle n'a pas d'impact sur les marchés monétaires.

